

PROMOUVOIR LA CROISSANCE INCLUSIVE DANS LA RÉGION DE L'APEC :

DÉFIS À RELEVER PAR LES MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (MPME) ET SOLUTIONS POLITIQUES



ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA



TABLES DES MATIÈRES

À propos de la Fondation Asie Pacifique du Canada	4
À propos du Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises	4
Remerciements	5
Résumé	6
Les MPME de la région de l'APEC	9
Favoriser la transformation numérique des MPME	12
DOMAINE POLITIQUE 1 : Accès Internet et infrastructure des technologies de l'information et des communications	
DOMAINE POLITIQUE 2 : Outils numériques – médias sociaux et sites Web	
DOMAINE POLITIQUE 3 : Perfectionnement des compétences numériques et applications d'apprentissage en ligne	
Améliorer l'accès au financement des MPME	23
DOMAINE POLITIQUE 1 : Recherche de financement	
DOMAINE POLITIQUE 2 : Formes de financement	
Garantir l'accès des MPME aux services de soutien	31
DOMAINE POLITIQUE 1 : Services de soutien aux entreprises	
DOMAINE POLITIQUE 2 : Programmes gouvernementaux et initiatives politiques	
Encourager l'élargissement des marchés	37
DOMAINE POLITIQUE 1 : Acquisition d'une expérience internationale	
DOMAINE POLITIQUE 2 : Participation aux marchés internationaux	
Enseignements généraux et recommandations tirés du Projet	43

Soutenir les femmes entrepreneures et les jeunes entrepreneurs	43
DOMAINE POLITIQUE 1 : Offre de mentorat et de développement des compétences	
DOMAINE POLITIQUE 2 : Amélioration des réseaux de connaissances	
DOMAINE POLITIQUE 3 : Renforcement de la collecte de données désagrégées	
Promouvoir la croissance inclusive	52
DOMAINE POLITIQUE 1 : Création de solutions de croissance mieux ciblées	
DOMAINE POLITIQUE 2 : Développement des infrastructures et renforcement des capacités	
DOMAINE POLITIQUE 3 : Atteinte d'une croissance durable au niveau local	
Études futures et domaines à considérer	58
Références	64
Annexes	66
Annexe A : Cadre conceptuel et méthodologie	66
Annexe B : Liste des activités du Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises	70
Annexe C : Définitions des MPME selon l'économie	73
Annexe D : Extrait des recommandations en matière de politiques	74

À PROPOS DE LA FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

La Fondation Asie Pacifique du Canada (FAP Canada) a pour rôle de renforcer les liens entre le Canada et l'Asie, en se concentrant particulièrement sur l'expansion des relations économiques fondées sur le commerce, les investissements et l'innovation; sur la promotion de l'expertise du Canada en offrant des solutions aux défis que l'Asie doit relever concernant les changements climatiques, les enjeux énergétiques, la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles; sur le développement des compétences et des savoir-faire sur l'Asie chez les Canadiens, dont les jeunes; et sur l'amélioration de la compréhension générale des Canadiens sur l'Asie et son influence mondiale grandissante.

La Fondation est reconnue pour ses sondages d'opinion nationaux sur les attitudes des Canadiens au sujet des relations avec l'Asie, dont les investissements asiatiques étrangers au Canada et le commerce entre le Canada et l'Asie. La Fondation accorde une grande place à la Chine et à l'Inde, au Japon et à la Corée du Sud, tout en acquérant de l'expertise sur les marchés émergents de la région, tout particulièrement les économies appartenant à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

Visitez le site Web de la FAP Canada au <http://www.asiapacific.ca>

À PROPOS DU PROJET APEC-CANADA POUR L'EXPANSION DU PARTENARIAT DES ENTREPRISES

Le Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises (le « Projet ») est une initiative sur quatre ans mise en œuvre conjointement par la FAP Canada et le secrétariat de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). L'initiative, financée par Affaires mondiales Canada, aide à développer le potentiel des MPME de favoriser la réduction de la pauvreté et la croissance économique dans la région de l'APEC.

Le Projet propose des outils liés aux pratiques exemplaires, des idées, des connaissances et des liens cruciaux issus de l'expérience canadienne, adaptés aux pays de l'APEC. Il se concentre actuellement sur les économies de l'Indonésie, du Pérou, des Philippines et du Vietnam. Le Projet vise essentiellement à résoudre les principales difficultés auxquelles se heurtent les MPME et les futurs entrepreneurs des économies en développement de l'APEC dans les domaines de la technologie et de l'innovation, de l'accès au marché, du capital humain et de l'entrepreneuriat social, en mettant l'accent sur quelques thèmes transversaux, notamment les femmes, les jeunes, la gouvernance et l'environnement.

Visitez le site du Projet APEC-Canada au <https://apfcanada-msme.ca/>.

REMERCIEMENTS

PRINCIPAUX CHERCHEURS

Justin Kwan

Gestionnaire de programme, Projet APEC-Canada
pour l'expansion du partenariat des entreprises
Fondation Asie Pacifique du Canada

Phebe M. Ferrer

Spécialiste de projets, Projet APEC-Canada
pour l'expansion du partenariat des entreprises
Fondation Asie Pacifique du Canada

MÉTHODOLOGIE ET MISE EN ŒUVRE DU SONDAGE

Ashley Walker

Présidente et chef de l'exploitation
The Evidence Network Inc.

EDITORIAL REVIEW

Charles Labrecque, Ph. D.

Gestionnaire de recherche
Fondation Asie Pacifique du Canada

Elizabeth Newton, Dre

Newton & Company
Comité consultatif du Projet
Projet APEC-Canada pour l'expansion du
partenariat des entreprises

Michael Roberts

Directeur de la communication
Fondation Asie Pacifique du Canada

COMMUNICATIONS

Michael Roberts

Directeur de la communication
Fondation Asie Pacifique du Canada

Camille Point

Spécialiste des médias sociaux et des
communications
Fondation Asie Pacifique du Canada

CREATIVE DESIGN

Sanya Arora

Graphiste
Fondation Asie Pacifique du Canada

MERCI À

Sreyoshi Dey, Ph. D.

Gestionnaire de programme,
Perspectives sur l'Asie
Fondation Asie Pacifique du Canada

Hugo Roy

Chercheur boursier postuniversitaire,
Perspectives sur l'Asie
Fondation Asie Pacifique du Canada

Julia Nguyen

Coordonnatrice de projet
Fondation Asie Pacifique du Canada

Karina Kwok

Ancienne spécialiste des médias sociaux et des
communications
Fondation Asie Pacifique du Canada

RÉSUMÉ

De 2016 à 2021, le Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises a visé à renforcer la capacité des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans les économies en développement de la région de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). L'objectif du Projet est de renforcer les capacités des MPME dans le but ultime de promouvoir la réduction de la pauvreté et de favoriser une croissance économique durable dans la région de l'APEC. Le Projet reconnaît le rôle central que jouent les MPME dans la création directe de possibilités économiques pour les populations locales des économies de l'APEC, tout en contribuant à la croissance économique générale de la région. La Fondation Asie Pacifique du Canada a mis en place un programme de quatre ans axé sur les études sur les MPME, la formation et le mentorat, dans le but d'offrir des outils, des idées et des connaissances sur les pratiques exemplaires qui favorisent la croissance économique et réduisent la pauvreté.

Les MPME ont un immense potentiel pour atteindre de tels objectifs, mais ces petites entreprises sont confrontées à un certain nombre de défis qui entravent leur croissance et leur réussite. Le Projet s'est efforcé de renforcer les capacités des MPME dans quatre domaines thématiques principaux : la technologie et l'innovation, le capital humain, l'accès aux marchés et l'entrepreneuriat social. Dans sa dernière année de mise en œuvre, alors que les MPME de la région de l'APEC sont aux prises avec les conséquences à court et à long terme de la pandémie de la COVID-19, le Projet examine plus en détail les études et les activités sur le terrain qui ont été entreprises en Indonésie, au Pérou, aux Philippines et au Vietnam. Le but est d'illustrer les défis auxquels les MPME ont été confrontées avant la pandémie, ainsi que de repérer les lacunes et les priorités liées à l'ère de la « nouvelle normalité » pendant la pandémie de la COVID-19. Se trouvent compilées ici les pratiques exemplaires et les leçons qui ont été tirées des activités sur le terrain et de la collaboration avec les diverses parties prenantes du Projet, notamment les gouvernements, les réseaux d'entrepreneuriat, le milieu universitaire et, surtout, les MPME elles-mêmes.

Le présent document politique de synthèse met en lumière les principales conclusions et recommandations politiques issues du cycle de mise en œuvre du Projet en réponse à six grands domaines thématiques présentés lors de la conférence de synthèse du Projet. Les thèmes sont les suivants :

- 1. Promouvoir la croissance inclusive**
- 2. Soutenir les femmes entrepreneures et les jeunes entrepreneurs**
- 3. Favoriser la transformation numérique des MPME**
- 4. Améliorer l'accès au financement des MPME**

5. Garantir l'accès des MPME aux services de soutien

6. Encourager l'élargissement des marchés

En réponse à ces thèmes, le présent document présente les résultats de l'expérience de mise en œuvre sur le terrain du Projet en Indonésie, au Pérou, aux Philippines et au Vietnam, ainsi qu'une analyse transnationale des ensembles de données des sondages nationaux du Projet. Le document cherche à établir des comparaisons entre les expériences des entrepreneurs quant à la gestion d'une MPME dans les quatre économies visées par le Projet, ainsi qu'entre les environnements dans lesquels ils opèrent. Ce faisant, il fournit des recommandations politiques pour le renforcement des capacités des MPME à l'avenir, pendant et après la pandémie de la COVID-19.

Les recommandations politiques contenues dans le rapport sont basées sur des éléments qualitatifs et quantitatifs tirés des activités sur le terrain et des ensembles de données issues des sondages nationaux menés dans le cadre du Projet. Ces recommandations sont inspirées par les visions et les cadres politiques régionaux visant les MPME, notamment le plan stratégique de 2020-2025 du Groupe de travail sur les petites et moyennes entreprises (GTPME) et la Vision de Putrajaya de l'APEC pour 2040.

Les principales recommandations politiques fournies dans le présent rapport sont les suivantes :

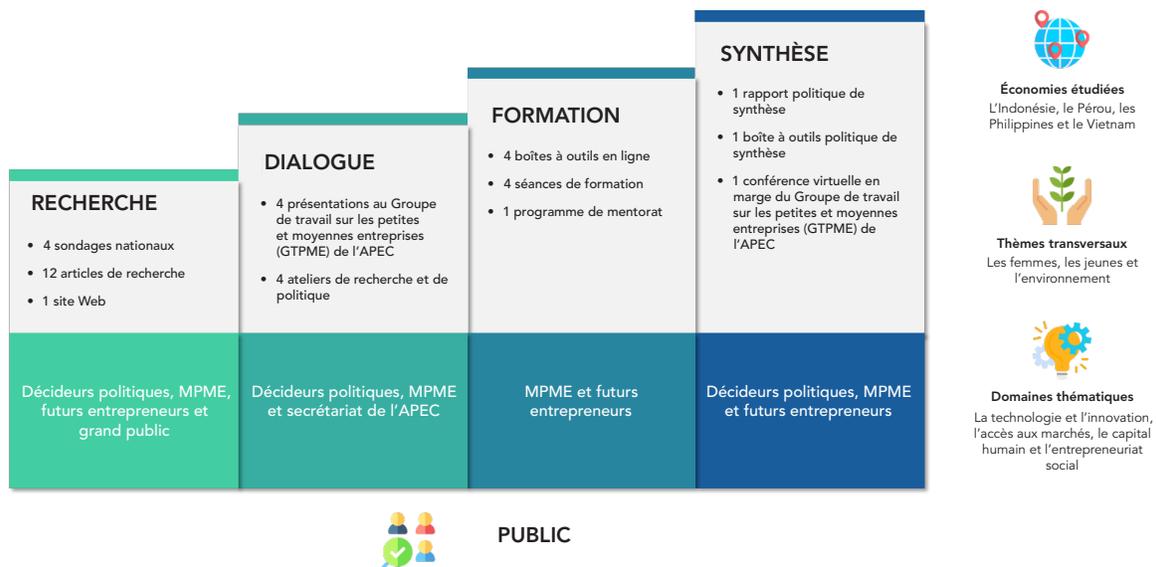
1. Promouvoir la croissance inclusive : il importe d'entretenir un dialogue entre les gouvernements, les MPME et les autres principales parties prenantes pour réagir à la crise d'une manière inclusive et favoriser une reprise durable. Les gouvernements doivent s'assurer que les besoins des petites entreprises sont pris en compte dans des plans d'action visant à assurer une reprise économique à long terme.
2. Soutenir les femmes entrepreneures et les jeunes entrepreneurs : il est nécessaire de renforcer les capacités, les réseaux de connaissances et la collecte de données désagrégées pour lever les obstacles systémiques qui limitent l'autonomie économique des femmes et des jeunes.
3. Favoriser la transformation numérique des MPME : les décideurs politiques doivent évaluer les efforts déployés par les MPME pour enchâsser une stratégie numérique dans leur modèle d'affaires et leur fournir de l'aide additionnelle sur le plan de la numérisation, par exemple en renforçant les infrastructures des technologies de l'information et des communications (TIC) et en offrant une meilleure formation à l'utilisation des médias sociaux.
4. Améliorer l'accès au financement : les gouvernements doivent démocratiser l'accès au financement et les différents mécanismes de financement tout en les adaptant aux différents besoins des MPME et des entrepreneurs (p. ex. : selon la taille, le secteur, le genre et l'âge). Les besoins peuvent être évalués au moyen de la collecte de données.

5. Garantir l'accès des MPME aux services de soutien : on encourage les gouvernements à investir davantage de ressources dans le marketing et la diffusion de l'information en matière de programmes et services de soutien aux MPME, en ciblant particulièrement les femmes entrepreneures et les jeunes entrepreneurs.

6. Encourager l'élargissement des marchés : les acteurs gouvernementaux doivent aider les entrepreneurs et les MPME à acquérir une expérience sur les marchés internationaux et à élargir leurs marchés à l'étranger. Il faut par conséquent investir dans la promotion claire des occasions internationales et dans le perfectionnement des compétences des entrepreneurs pour les aider à percer les marchés internationaux.

LES MPME DE LA RÉGION DE L'APEC

Conformément à l'objectif du Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises, qui est de favoriser une croissance durable et inclusive dans la région de l'APEC, les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ont constitué un axe analytique central des programmes de recherche, de formation et de mentorat du Projet. Le Projet, conçu sur mesure pour quatre économies stratégiques de l'APEC (l'Indonésie, le Pérou, les Philippines et le Vietnam), a promu les outils, les idées et les connaissances en matière de pratiques exemplaires indispensables pour stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté. Il aussi a soutenu les efforts visant à faire progresser les secteurs des MPME des économies de l'APEC, en s'appuyant sur les expériences locales et canadiennes en matière de pratiques exemplaires, ainsi qu'en convertissant ces recommandations en soutien aux MPME et aux politiques favorables à l'entrepreneuriat dans la région.



Il est bien connu que les MPME sont l'épine dorsale des économies de la région de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Ce sont généralement ces entreprises que l'on retrouve en grande majorité dans chaque économie et qui offrent des possibilités économiques indispensables à la population sur place, en particulier aux femmes, aux jeunes et aux collectivités rurales. Dans l'ensemble de la région de l'APEC, les MPME représentent 97 % de toutes les entreprises et elles emploient plus de la moitié de la main-d'œuvre. Par conséquent, les MPME sont parmi les principaux moteurs de croissance économique, d'innovation et de débouchés dans la région.

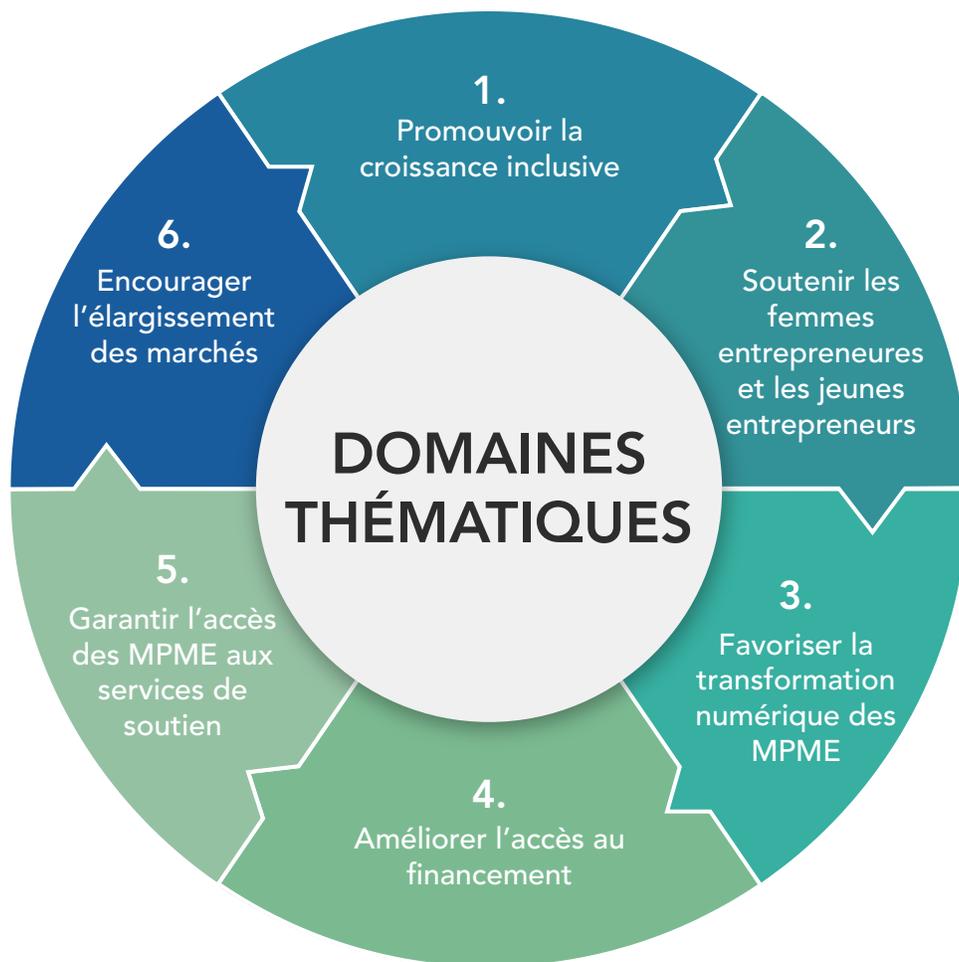
La récente pandémie de la COVID-19 a provoqué une crise existentielle chez ces petites entreprises. En raison des restrictions en matière de déplacement à l'échelle nationale et internationale, de nombreuses MPME ont connu une réduction soudaine et drastique de leur fréquentation physique. La situation a forcé les MPME à explorer de manière proactive de nouvelles pistes pour transférer leurs activités traditionnelles en personne vers des plateformes en ligne. La numérisation, c'est-à-dire la transition d'un modèle commercial en personne vers un modèle numérique, est rapidement devenue la nouvelle priorité des MPME, des gouvernements de la région de l'APEC et des grandes entreprises. Des entreprises avaient déjà intégré des pratiques commerciales numériques avant la pandémie, telles que des plateformes de commerce électronique et des communications numériques, mais ces dernières sont désormais indispensables à la survie des MPME dans ce que l'on appelle la « nouvelle normalité ». Le commerce électronique sans frontières a permis aux MPME d'accéder à des chaînes de valeur régionales plus importantes, augmentant ainsi leur visibilité, mais il pose encore de nombreux défis logistiques quant à la livraison de biens et de services par le biais de plateformes numériques.

Si la pandémie et les restrictions qu'elle impose aux déplacements physiques constituent un nouveau défi pour les MPME, de nombreux autres problèmes auxquels elles sont confrontées datent d'avant la pandémie. Ces problèmes, notamment l'accès au financement, l'utilisation des services de soutien aux MPME et les efforts pour améliorer l'accès au marché, sont des défis antérieurs qui sont maintenant exacerbés par la crise sanitaire et économique actuelle.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS POLITIQUES DANS LES DOMAINES THÉMATIQUES

Pour fournir des recommandations politiques de haut niveau et des actions relatives à des domaines précis du renforcement des capacités des MPME, une combinaison de données qualitatives et quantitatives est utilisée à partir des expériences de mise en œuvre du Projet. Ces recommandations sont basées sur plusieurs sondages nationaux, événements de formation, orientations politiques et objectifs des organismes partenaires pertinents sur le terrain.

Les recommandations dans chacun des six domaines suivants s'adressent aux décideurs politiques de l'APEC afin de leur permettre de mieux comprendre les entrepreneurs et leur capacité actuelle à fonctionner. Les enseignements tirés pourront ainsi être optimisés en vue d'une croissance après la pandémie. Les six thèmes couverts par le présent document sont les suivants :



FAVORISER LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DES MPME

Si l'« entrepreneuriat numérique » était déjà encouragé avant la pandémie, la crise actuelle en a fait une nécessité pour permettre aux MPME de survivre à la récession économique. Afin de réussir la transition vers l'économie numérique, il est recommandé aux entrepreneurs de recevoir une formation et un encadrement sur l'utilisation efficace des outils numériques tels que les médias sociaux. En outre, les décideurs politiques devraient tenir compte de l'utilisation actuelle des outils numériques par les entreprises et créer des politiques réactives qui renforcent les capacités des MPME en partant de cette base.

Principale recommandation : les décideurs politiques doivent évaluer les efforts déployés par les MPME pour enchâsser une stratégie numérique dans leur modèle d'affaires et leur fournir de l'aide additionnelle sur le plan de la transformation numérique.

Les mesures politiques visant à soutenir la transformation numérique des MPME sont les suivantes :

1. Construire et entretenir une infrastructure Internet robuste dans une économie donnée afin de s'assurer que tous les entrepreneurs, quel que soit leur emplacement (par exemple, entreprises implantées en milieu urbain ou rural), disposent d'une connexion Internet constante et financièrement accessible.
2. Collecter des données sur l'utilisation par les MPME des médias sociaux, des sites Web et des autres outils numériques, afin de guider les programmes et les politiques de soutien à la numérisation des MPME et de centrer les initiatives sur les besoins de ces entreprises.
3. Encourager le partage d'information et les partenariats entre le gouvernement et les grandes entreprises afin de fournir des connaissances et des formations aux MPME sur la création d'une stratégie numérique et sur la manière d'utiliser avantageusement les diverses plateformes en ligne.

NUMÉRISATION ET TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

La *numérisation* fait référence à la transition des activités commerciales existantes d'une MPME, par exemple en ce qui a trait aux communications et aux méthodes de paiement, vers des plateformes et des logiciels en ligne. Souvent, cette transition nécessite un ensemble de processus physiques et numériques, en fonction des besoins de l'entreprise. Un exemple est la transition des méthodes de paiement en personne vers les portefeuilles électroniques et le commerce mobile qui permettent désormais aux clients de payer des biens et des services en utilisant leurs appareils mobiles.

La *transformation numérique* fait quant à elle référence à la transition générale d'une MPME vers un modèle d'entreprise numérique, dans le but d'entrer dans l'économie numérique.



Photo prise par NASA sur Unsplash

Afin de fournir un contexte aux recommandations, la section suivante examinera comment les MPME et les entrepreneurs ont mis en œuvre et utilisé les outils commerciaux numériques jusqu'à présent. Elle soulignera en particulier l'utilisation des sites Web d'entreprise, des médias sociaux et des applications d'apprentissage en ligne par les entrepreneurs, ainsi que les obstacles qui peuvent entraver la numérisation des MPME.

DOMAINE POLITIQUE 1 : ACCÈS INTERNET ET INFRASTRUCTURE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS

L'élément fondamental de la transformation numérique des MPME est un accès fiable, abordable et durable à Internet. Alors que de plus en plus d'entreprises se tournent vers les plateformes en ligne et numériques, les gouvernements et les fournisseurs de télécommunications doivent s'assurer que toute la population dispose d'un accès fiable à Internet. **Il s'agit d'une étape essentielle pour déterminer la capacité des MPME à se numériser et à participer à l'économie numérique. De plus, l'absence de connexion à Internet peut limiter considérablement la capacité des MPME à accéder à des marchés plus vastes et à un plus grand nombre de clients.**

Les études menées dans le cadre du Projet ont déjà mis l'accent sur l'importance de l'accès Internet et plus largement de l'infrastructure des technologies de l'information et des communications, comme éléments essentiels pour renforcer les capacités des MPME et leur permettre d'exploiter tout leur potentiel.

L'infrastructure des technologies de l'information et des communications, aussi appelées les TIC, désigne les équipements, les logiciels et les systèmes nécessaires pour faciliter les processus commerciaux numériques. Cela englobe l'accès Internet, les ordinateurs personnels, les logiciels de travail, les plateformes de commerce électronique, etc.

Au Vietnam, les études menées dans le cadre du Projet ont souligné qu'une « infrastructure de TIC fiable et prête pour l'avenir » peut constituer une base à l'innovation et à l'expansion du marché des MPME¹. De

¹ Lan H. Phan, Hieu M. Tu et Thomas Borgert, *Politique sur l'innovation favorisant la croissance des MPME : Pratiques exemplaires et implications pour le Vietnam et les autres économies en développement de l'APEC* (Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2018), p. 42, version anglaise.

même, en Indonésie et aux Philippines, l'investissement dans les infrastructures liées aux technologies de l'information et des communications a été souligné comme un soutien nécessaire aux MPME pour améliorer leur capital humain et leur accès au marché. Au Pérou, le thème de l'accès Internet a été abordé en relation avec les services de soutien aux MPME et l'amélioration de l'accessibilité de l'information sur les différents types de soutien aux MPME.

Une solide infrastructure des technologies de l'information et des communications est essentielle à la réussite de la transformation numérique des MPME et à la participation des entrepreneurs à l'économie numérique qui en résulte. Dans ce contexte, il convient de s'interroger sur la fiabilité de leur accès Internet. Lors des sondages nationaux menés dans le cadre du Projet, on a demandé aux entrepreneurs si les technologies de l'information et des communications, c'est-à-dire l'infrastructure technique, constituaient un obstacle pour leur MPME².

Dans chacune des économies étudiées, au moins un cinquième des entrepreneurs interrogés a déclaré que l'infrastructure technique était un « obstacle » ou un « obstacle important » à la réussite de leur MPME. Le taux le plus élevé a été constaté aux Philippines, où 34 % des entrepreneurs interrogés ont déclaré que la connexion Internet était l'un des problèmes auxquels leur entreprise était confrontée. Parallèlement, ce chiffre était de 27 % en Indonésie, de 23 % au Vietnam et de 22 % au Pérou.

Il est essentiel qu'aucun entrepreneur ni aucune MPME ne soient laissés pour compte en ce qui concerne l'accès Internet.

DOMAINE POLITIQUE 2 : OUTILS NUMÉRIQUES – MÉDIAS SOCIAUX ET SITES WEB

La pandémie a considérablement restreint le commerce en personne et elle a relégué les interactions commerciales avec les clients dans les espaces en ligne. Les MPME ont donc besoin de ressources et de soutien pour optimiser leur utilisation d'outils tels que les médias sociaux et les sites Web, afin de mener leurs activités et de les promouvoir.

L'un des principaux éléments de la transformation numérique des MPME est leur utilisation des médias sociaux et leur site Web. L'omniprésence et la grande accessibilité des médias sociaux en font un outil extrêmement efficace dans l'économie numérique. Les médias sociaux offrent également aux entreprises la possibilité de diffuser de l'information à un public large et ciblé, de faciliter les interactions avec les clients et même de façonner les préférences de ces derniers. Mais surtout, les médias sociaux sont un outil peu coûteux, généralement mis gratuitement à la disposition des entreprises.

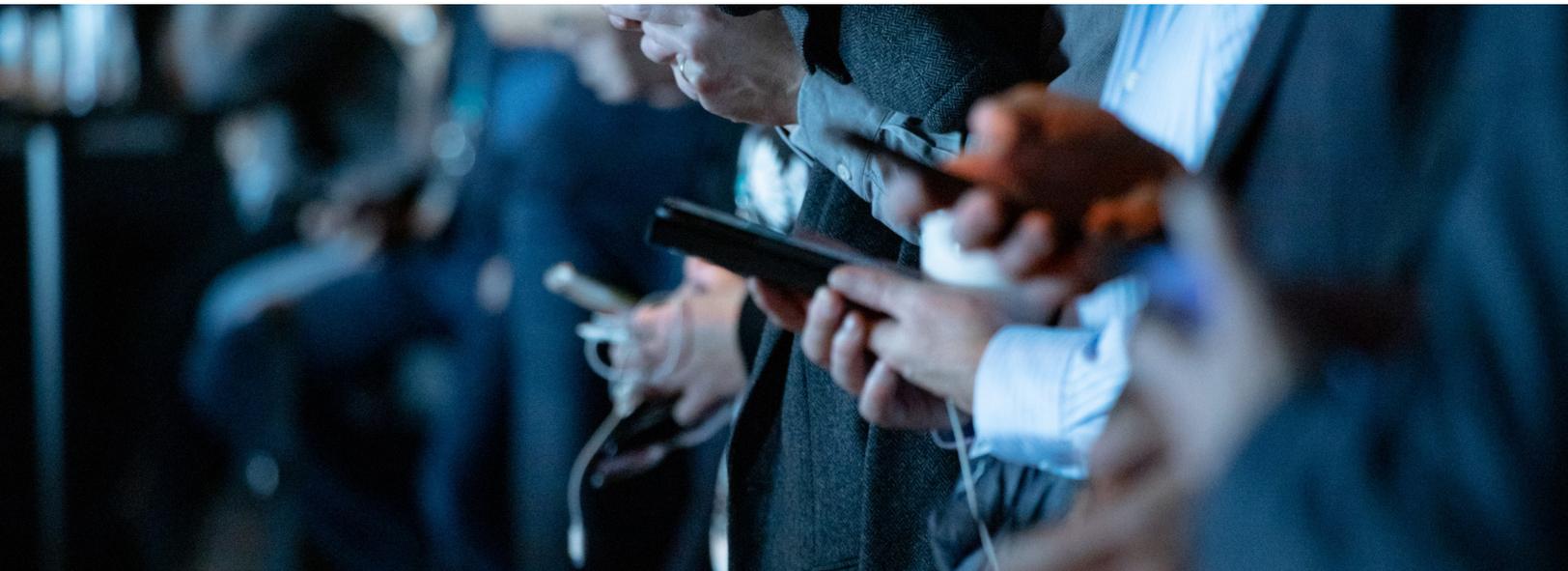
²L'infrastructure technique fait ici référence à la fiabilité et à l'accessibilité d'Internet, ainsi qu'au fait que les répondants au sondage disposent d'un accès Internet peu fiable, inaccessible ou trop coûteux.

Le site Web d'une entreprise est un autre élément important de la présence numérique des MPME. Cet outil numérique est souvent la principale forme de lien entre une entreprise et ses clients. Il fournit aux clients des renseignements essentiels sur l'entreprise, tels que la liste de ses produits ou de ses services, ainsi que ses coordonnées. De plus, le fait de disposer d'un site Web peut ajouter de la crédibilité à une entreprise en montrant qu'elle a une présence établie en ligne.

Il est essentiel d'aider les entrepreneurs à utiliser efficacement les outils commerciaux numériques, tels que les médias sociaux et les sites Web. Il serait bénéfique pour les gouvernements et les grandes entreprises de l'APEC d'aider les MPME quant à la diffusion d'information et de leur fournir une formation sur l'élaboration de stratégies numériques, ainsi que sur la manière d'utiliser les plateformes de manière avantageuse pour les entrepreneurs. En outre, il est essentiel de disposer de données sur l'utilisation des médias sociaux par les MPME afin d'éclairer les politiques et les initiatives visant à aider les entreprises à se numériser. Cela permettrait ainsi de cibler les initiatives en fonction des besoins des MPME.

L'importance des outils commerciaux numériques a été particulièrement soulignée dans les études menées dans le cadre du Projet en Indonésie et aux Philippines en vue d'élargir l'accès au marché. Dans une étude de l'Asian Institute of Management sur l'importance des associations commerciales de PME, les auteurs soulignent que « bien que le recours à des plateformes de vente en ligne puisse nécessiter d'importants investissements ainsi qu'une expertise marketing et des compétences relativement différentes, les PME ne peuvent tirer profit d'un marché en pleine croissance si elles ne font pas la distribution et la promotion de leurs produits en ligne. » De plus, les auteurs suggèrent que les associations commerciales peuvent aider les MPME à se lancer dans l'économie numérique en leur fournissant des ressources et du soutien.

³ Jamil Paolo Francisco et Tristan Canare, *Les défis de l'accès au marché des PME aux Philippines et le rôle des associations de gens d'affaires* (Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2019), p. 34, version anglaise.



Les études sur les MPME dans l'économie numérique en Indonésie explorent également le rôle des décideurs politiques. L'auteur fait valoir que les décideurs devraient idéalement se concentrer les points suivants : « accroître la pénétration des appareils mobiles et développer l'infrastructure s'y rapportant; soutenir les plateformes de commerce électronique existantes et nouvelles avec le déploiement des portefeuilles numériques », ainsi que sur les mécanismes de réglementation et de mise en application qui les accompagnent. Ce faisant, ces outils numériques pourront devenir plus accessibles et omniprésents pour les entrepreneurs.

Compte tenu de la grande diversité des outils numériques disponibles, la numérisation des MPME suscitera également de nouveaux défis pour ces entreprises, notamment le fait de devoir composer avec de nouvelles réglementations et des problèmes de sécurité sur les plateformes en ligne. Les études menées aux Philippines dans le cadre du Projet recommandent aux organismes gouvernementaux et commerciaux d'aider les MPME à évoluer dans l'économie numérique en organisant des formations sur la conformité et des séminaires d'information sur l'utilisation des outils numériques. Les gouvernements de la région de l'APEC devront également envisager des cadres réglementaires adaptés à la protection et à la sécurité des données⁴. Il est important que les gouvernements créent des politiques qui garantissent que les MPME et les entrepreneurs disposent de la culture numérique nécessaire pour accéder aux nouvelles technologies. Ils doivent également s'assurer de l'existence de normes de transparence et d'une divulgation adéquate des droits numériques⁵.

De plus, les MPME devront apprendre et s'adapter à la conduite de leurs activités traditionnelles dans des espaces virtuels. Les données du sondage national du Projet évaluent l'utilisation des médias sociaux et des sites Web d'entreprise par les entrepreneurs avant la pandémie. Comment les entrepreneurs utilisaient-ils les médias sociaux avant la pandémie? Comment cette utilisation peut-elle être optimisée dans le nouvel environnement commercial généré par la pandémie?

Les données du sondage national du Projet évaluent l'utilisation des médias sociaux et des sites Web d'entreprise par les entrepreneurs avant la pandémie. **Le taux d'utilisation des médias sociaux le plus élevé a été enregistré au Pérou**, où près des trois quarts des entrepreneurs interrogés ont déclaré utiliser au moins une application de médias sociaux pour leur MPME. En comparaison, 60 % des répondants vietnamiens ont dit la même chose, tandis que ce chiffre est de près de 50 % pour les répondants philippins et d'un tiers pour les répondants indonésiens.

⁴ Dans ce dernier exemple, l'interopérabilité, c'est-à-dire la capacité de différents systèmes informatisés à se connecter, à communiquer et s'interfacer les uns avec les autres, sera essentielle, car les systèmes de paiement numériques deviendront une méthode de paiement dominante par rapport à l'argent comptant ou aux autres formes traditionnelles de paiement généralement utilisées par les entreprises informelles.

⁵ Partenariat mondial pour l'inclusion financière et G20, *G20 Policy Guide: Digitisation and Informality - Harnessing Digital Financial Inclusion for Individuals and MSMEs in The Informal Economy*, Partenariat mondial pour l'inclusion financière, 2018.

De plus, les MPME devront apprendre et s'adapter à la conduite de leurs activités traditionnelles dans des espaces virtuels. Les données du sondage national du Projet évaluent l'utilisation des médias sociaux et des sites Web d'entreprise par les entrepreneurs avant la pandémie. Comment les entrepreneurs utilisaient-ils les médias sociaux avant la pandémie? Comment cette utilisation peut-elle être optimisée dans le nouvel environnement commercial généré par la pandémie?

Les données du sondage national du Projet évaluent l'utilisation des médias sociaux et des sites Web d'entreprise par les entrepreneurs avant la pandémie. **Le taux d'utilisation des médias sociaux le plus élevé a été enregistré au Pérou**, où près des trois quarts des entrepreneurs interrogés ont déclaré utiliser au moins une application de médias sociaux pour leur MPME. En comparaison, 60 % des répondants vietnamiens ont dit la même chose, tandis que ce chiffre est de près de 50 % pour les répondants philippins et d'un tiers pour les répondants indonésiens.

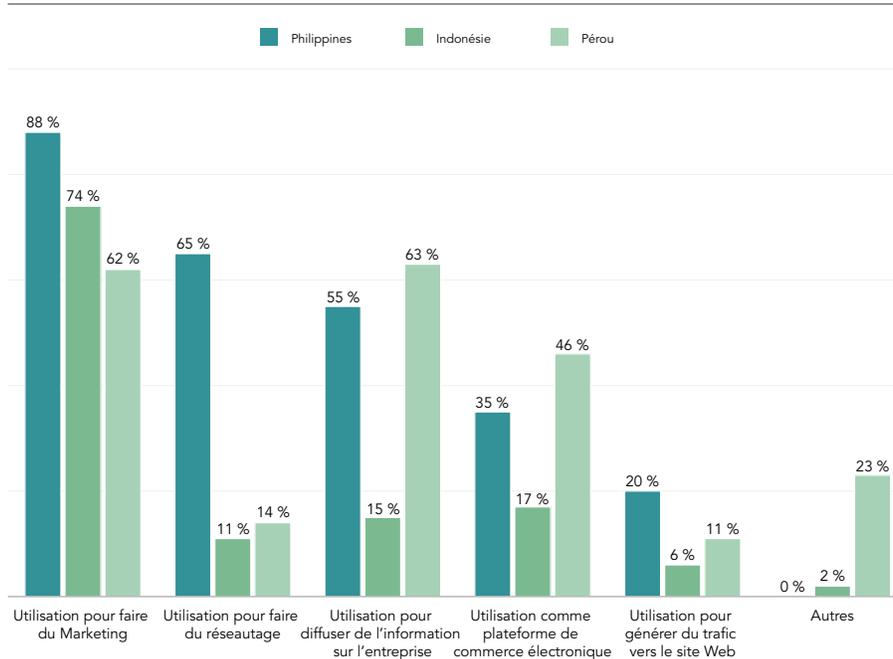
En ce qui concerne les plateformes de médias sociaux, Facebook est celle qui est la plus utilisée. La majorité des répondants au Pérou (64 %), au Vietnam (60 %) et aux Philippines (44 %) ont déclaré que leur entreprise était active sur Facebook. L'utilisation de Facebook dans ces économies dépasse celle d'autres plateformes comme Twitter ou Instagram, ce qui montre l'omniprésence et la large utilisation de Facebook parmi les entrepreneurs. En revanche, **la majorité des répondants indonésiens (29 %) ont déclaré utiliser WhatsApp pour leur entreprise**⁶.

La raison la plus largement donnée pour l'utilisation des médias sociaux est le marketing⁷. Seule une minorité a déclaré utiliser les plateformes de médias sociaux pour le commerce électronique.

⁶ WhatsApp est ici classé comme «Autre», étant donné que la plate-forme n'a pas été fréquemment interrogée dans les trois économies, et uniquement en Indonésie et au Pérou.

⁷ Cette question n'a pas été posée dans l'enquête nationale au Vietnam.

FIGURE 1. Objectifs de l'utilisation des applications de médias sociaux



Si l'on considère l'utilisation des entrepreneurs des sites Web par rapport à celle des médias sociaux, ce chiffre est très faible. La quasi-totalité des répondants indonésiens a déclaré que leur MPME n'avait pas de site Web, tandis que ce chiffre est de 66 % aux Philippines, 59 % au Vietnam et 56 % au Pérou.

En ce qui concerne les quelques entreprises qui ont un site Web, la raison la plus souvent mentionnée est de fournir les coordonnées de l'entreprise aux clients. Même si ces résultats ont pu changer depuis le moment où chaque sondage national a été réalisé, cette constatation démontre tout de même la faible utilisation en général des sites Web par les entreprises⁸.

Dans l'ensemble, ces données montrent que l'utilisation des médias sociaux et des sites Web dans les stratégies numériques des MPME peut être optimisée pour s'adapter à la « nouvelle normalité » numérique du fonctionnement des affaires pendant la pandémie. Il est essentiel que les entrepreneurs et les MPME reçoivent un soutien et une formation adaptés à leurs besoins pour renforcer leurs capacités en matière de stratégies commerciales numériques.

⁸ Le sondage national mené dans le cadre du Projet a été réalisé au Vietnam en 2017, aux Philippines en 2018 et au Pérou en 2019.

DOMAINE POLITIQUE 3 : PERFECTIONNEMENT DES COMPÉTENCES NUMÉRIQUES ET APPLICATIONS D'APPRENTISSAGE EN LIGNE

Le thème des applications d'apprentissage en ligne a également été abordé tout au long des recherches menées dans les économies visées par le Projet. Même avant la pandémie, les applications d'apprentissage en ligne jouaient déjà un rôle important dans le développement des entreprises et la formation continue des employés. Par exemple :

- En Indonésie, les études menées dans le cadre du Projet ont fait valoir que les « institutions gouvernementales locales, régionales et nationales de l'Indonésie ont besoin d'accroître l'accès à des ressources éducatives en ligne sur les compétences numériques et en gestion des affaires » afin de renforcer efficacement les capacités des MPME dans l'économie numérique⁹.
- Au Pérou, le rapport relatif au sondage du Projet recommande que les MPME bénéficient d'une offre élargie de cours en ligne fournis par le ministère de la Production du Pérou sur des plateformes existantes, comme *Emprendedor Peruano*, dans le cadre des services de soutien aux MPME.
- Aux Philippines, les études ont en particulier souligné la grande différence d'utilisation des applications d'apprentissage en ligne entre les hommes et les femmes, ainsi qu'entre les entrepreneurs plus âgés et plus jeunes. Ce rapport recommande au gouvernement philippin d'« améliorer [l'accessibilité aux] applications d'apprentissage en ligne (allant du jumelage de mentors aux plateformes sur l'accès aux marchés) pour les femmes qui aspirent à devenir entrepreneures et pour celles qui sont établies. »¹⁰

La question des fournisseurs de services et des responsables de la formation numérique des MPME est un élément important à considérer dans le cadre du perfectionnement des compétences numériques. Les études menées dans le cadre du Projet ont particulièrement mis en évidence le rôle des gouvernements pour assurer la disponibilité et l'accessibilité des ressources et des services en ligne destinés aux entrepreneurs par l'intermédiaire de plateformes existantes et connues. Il est essentiel que, en parallèle, les gouvernements travaillent également avec des partenaires locaux, notamment des associations d'entreprises, des établissements d'enseignement et des sociétés de médias sociaux, afin d'améliorer la connaissance et la disponibilité des possibilités de perfectionnement des compétences numériques.

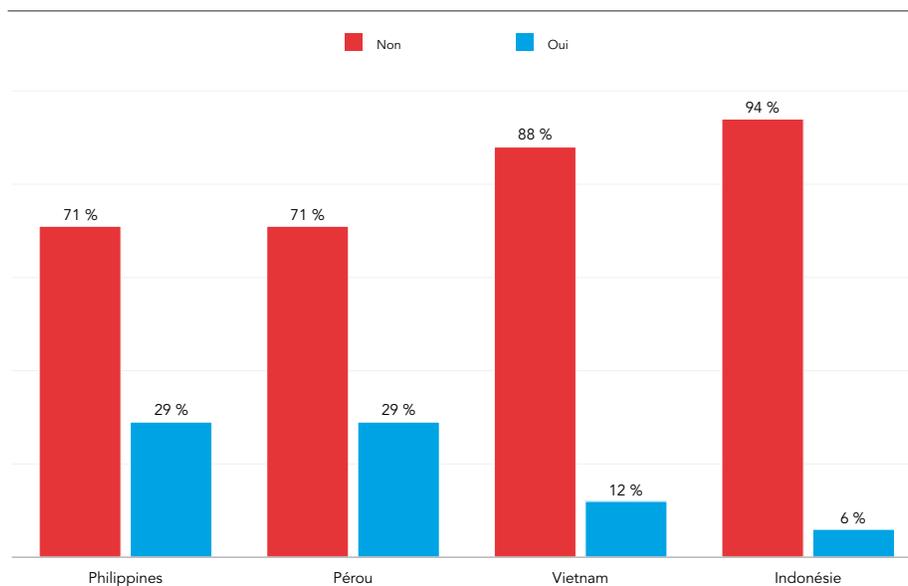
À la lumière des résultats précédents, comment les entrepreneurs utilisaient-ils les applications d'apprentissage en ligne avant la pandémie? De plus, quelles lacunes ou priorités en matière d'apprentissage en ligne les tendances observées avant la pandémie révèlent-elles?

⁹ Alex Capri, *Les micro et petites entreprises dans l'économie numérique de l'Indonésie* (Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2019), p. 27, version anglaise.

¹⁰ *Sondage national 2018 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME aux Philippines : Renforcer les capacités des MPME grâce à l'accès aux marchés* (Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2018), p. 2.

Dans l'ensemble, l'utilisation d'applications en ligne pour la formation commerciale n'est pas très répandue parmi les entrepreneurs interrogés. Alors qu'un nombre notable de répondants ont déclaré avoir utilisé des applications d'apprentissage en ligne au Pérou et aux Philippines, l'utilisation de telles plateformes reste faible dans les quatre économies (voir graphique ci-dessous).

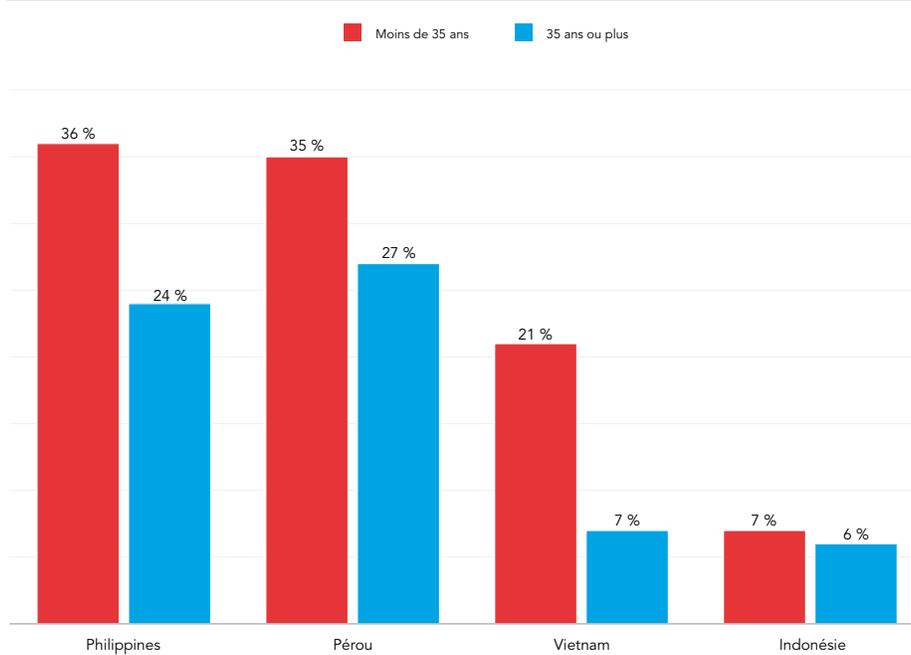
FIGURE 2. La proportion des entrepreneurs ayant utilisé des applications en ligne pour apprendre les nouvelles compétences professionnelles



L'âge semble être un facteur important dans l'utilisation des applications d'apprentissage en ligne.

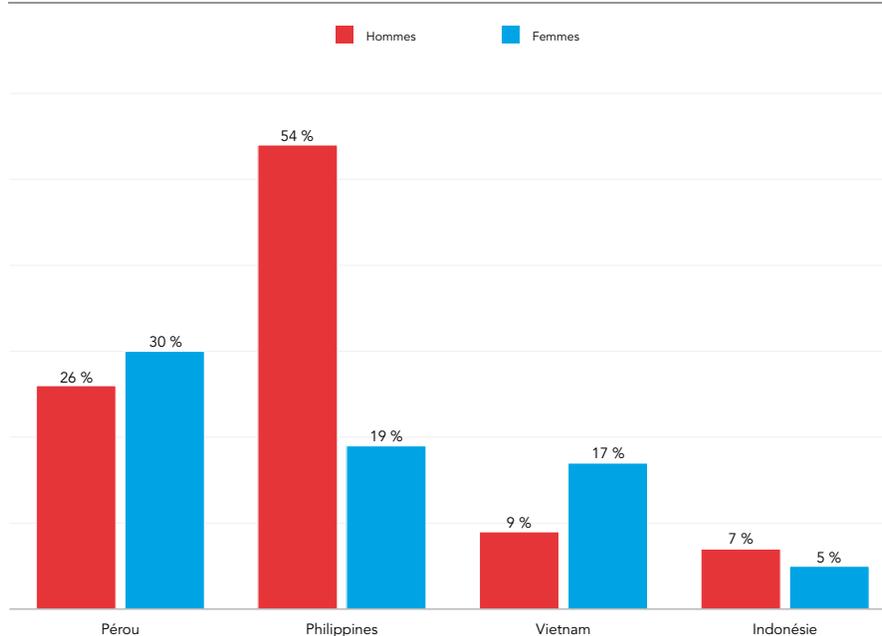
Dans les sondages nationaux menés dans le cadre du Projet, ce sont systématiquement les répondants de moins de 35 ans qui sont les plus nombreux à déclarer utiliser des applications en ligne pour apprendre, par rapport à leurs homologues plus âgés. Lorsqu'on envisage d'étendre la portée des applications en ligne, il faut tenir compte à la fois de l'accès aux cours en ligne et des connaissances techniques nécessaires à l'utilisation des plateformes, une aide supplémentaire étant requise pour ceux qui en ont besoin.

FIGURE 3. Utilisation des applications en ligne selon l'âge



En revanche, en ce qui concerne le genre, les résultats sont plus diversifiés. Aux Philippines, les hommes étaient plus nombreux à déclarer avoir utilisé des applications en ligne pour apprendre que les femmes (54 % contre 19 %). En revanche, au Pérou et au Vietnam, un peu plus de femmes que d'hommes ont déclaré avoir utilisé des applications en ligne pour apprendre et se perfectionner.

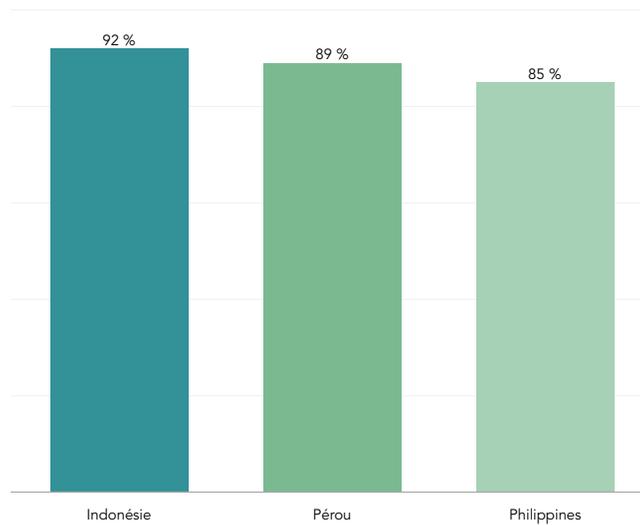
FIGURE 4. Utilisation des applications en ligne selon le genre



Quant à ce que les entrepreneurs ont appris, la majorité des répondants en Indonésie et aux Philippines (74 % et 71 %, respectivement) ont déclaré avoir utilisé des applications d'apprentissage en ligne pour se former au marketing.

De plus, alors que seule une minorité des répondants a utilisé des applications d'apprentissage en ligne, la majorité des utilisateurs ont déclaré que celles-ci avaient eu un effet positif sur leurs pratiques commerciales. Cela indique que l'investissement dans les applications d'apprentissage en ligne sera probablement bénéfique aux MPME.

FIGURE 5. L'apprentissage en ligne a eu un effet positif sur les pratiques commerciales pour la plupart des répondants



Remarque : ces pourcentages concernent les utilisateurs qui ont déclaré avoir utilisé des applications en ligne pour améliorer leurs compétences.

Il est essentiel qu'au cours de la pandémie et des restrictions qu'elle impose au commerce en personne, les entrepreneurs soient informés des ressources et des avantages d'une stratégie commerciale numérique. Il est également important que les entrepreneurs et les MPME reçoivent une aide à la transition vers des plateformes en ligne telles que les médias sociaux, ainsi que des renseignements clairs sur les avantages de ces plateformes pour leurs entreprises et leurs clients.

AMÉLIORER L'ACCÈS AU FINANCEMENT DES MPME

Obtenir un financement suffisant et durable est un défi permanent pour de nombreuses MPME. Les études sur le terrain menées dans le cadre du Projet en Indonésie, au Pérou, aux Philippines et au Vietnam ont systématiquement montré que le financement était le principal obstacle à la réussite des MPME. Plus de la moitié des entrepreneurs interrogés dans chaque économie ont indiqué que le financement était un « obstacle » ou un « obstacle important » à la réussite de leur entreprise. Les études menées dans le cadre du Projet ont à leur tour mis en évidence que le financement est lié à de nombreuses autres questions relatives au renforcement des capacités des MPME. Sans fonds suffisants ou sans accès au financement, les entrepreneurs sont, par exemple, incapables d'élargir leurs marchés, d'améliorer leur capital humain et d'entreprendre une transformation numérique.

À l'heure actuelle, alors que la pandémie de la COVID-19 restreint considérablement le commerce en personne, les MPME ont particulièrement besoin de fonds pour survivre et poursuivre leurs activités commerciales. Les objectifs à long terme des politiques de reprise postpandémique devraient assurer un financement durable de sorte à assurer la prospérité des MPME pendant et après la pandémie.

Principale recommandation : les gouvernements doivent s'assurer que les financements et les divers mécanismes de financement sont accessibles et adaptés aux différents besoins des MPME et des entrepreneurs (par exemple, selon la taille de l'entreprise, l'industrie, le genre et l'âge). Les besoins peuvent être évalués au moyen de la collecte de données.

Les actions politiques concernant le financement sont les suivantes :

1. Promouvoir des conditions plus favorables pour les emprunts bancaires et les autres formes de financement officiel afin de venir en aide à de nombreuses MPME aux ressources limitées et craintives de contracter un emprunt.
2. S'assurer que les entrepreneurs connaissent et comprennent les différentes formes de financement disponibles, ainsi que leurs avantages. Pour ce faire, il faut miser sur la

Photo prise par Obi Onyeador sur Unsplash



promotion des options de financement, y compris les subventions et les services financiers du gouvernement, et ce, par l'intermédiaire de partenariats avec les associations commerciales de MPME, les banques et les investisseurs.

3. Travailler avec les banques, les investisseurs et les associations commerciales de MPME pour offrir des formes ciblées de financement en fonction des capacités et des besoins propres à chaque MPME (p. ex. : structure de financement mixte avec financement public et privé).

La section suivante se concentre sur le nombre d'entrepreneurs cherchant à obtenir un financement pour leur MPME, ainsi que sur les formes de financement qu'ils souhaitent obtenir.

DOMAINE POLITIQUE 1 : RECHERCHE DE FINANCEMENT

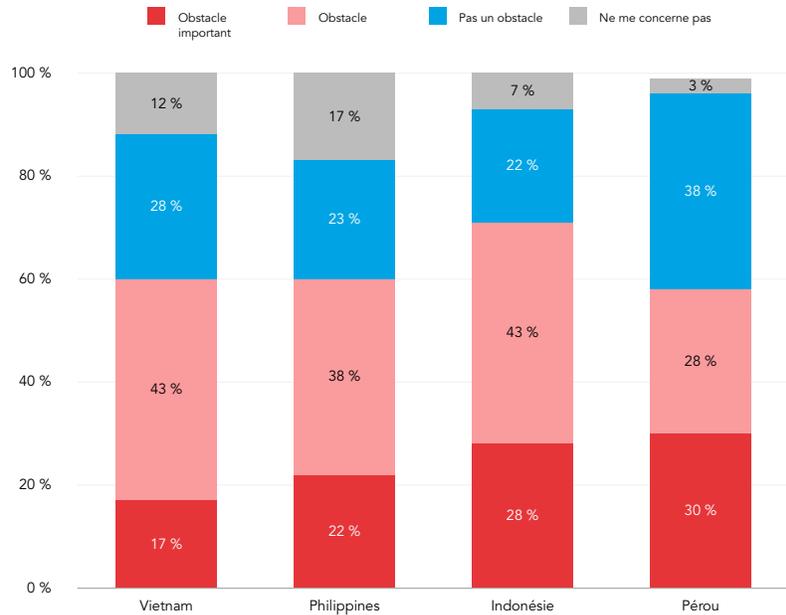
Selon l'International Finance Cooperation, environ 40 % des MPME des économies en développement ont un besoin de financement combiné de 5,2 billions de dollars US chaque année¹¹. Par rapport aux grandes entreprises, la petite taille et le stade précoce de nombreuses MPME peuvent rendre difficile l'accès aux prêts bancaires. Par exemple, au Pérou, seuls environ 6 % des MPME enregistrées ont accès au système financier réglementé. De plus, de nombreuses MPME sont réticentes à prendre des risques et doivent faire face à des taux d'intérêt élevés pour les prêts bancaires, ce qui rend ce financement encore plus inaccessible aux entrepreneurs. Par conséquent, nombre de MPME dépendent de sources de financement informelles pour leurs activités commerciales, de nombreux entrepreneurs autofinçant leurs activités.

De même, selon les résultats du sondage national mené dans le cadre du Projet, le financement est constamment mentionné comme obstacle à la réussite des MPME. À l'intérieur de nos quatre économies, le financement est présenté comme l'obstacle le plus courant pour les MPME. Cependant, les répondants ont en majorité déclaré qu'ils ne cherchaient pas de financement au moment où le sondage a été réalisé. Par exemple, en Indonésie, 70 % des répondants ont indiqué que le financement était un obstacle, pourtant seuls 23 % des répondants ont déclaré qu'ils cherchaient à obtenir un financement. Le rapport relatif au sondage du Projet soutient que cet écart témoigne de la dépendance des répondants envers l'autofinancement et les prêts obtenus auprès de leur famille et indique que l'obtention de financement officiel est perçue comme une « option secondaire qui présente des obstacles importants¹². » **Dans l'ensemble, l'accès au financement formel par l'intermédiaire des institutions bancaires constitue un défi fondamental pour les MPME, empêchant les entreprises de renforcer leurs capacités en matière de capital humain, d'accès au marché ou autre.**

¹¹ Banque mondiale, « Small and Medium Enterprises (SMEs) Finance », <https://www.worldbank.org/en/topic/sme/finance>.

¹² *Sondage national 2018 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME en Indonésie : Renforcer les capacités des MPME grâce au capital humain* (Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2018), p. 15, version anglaise.

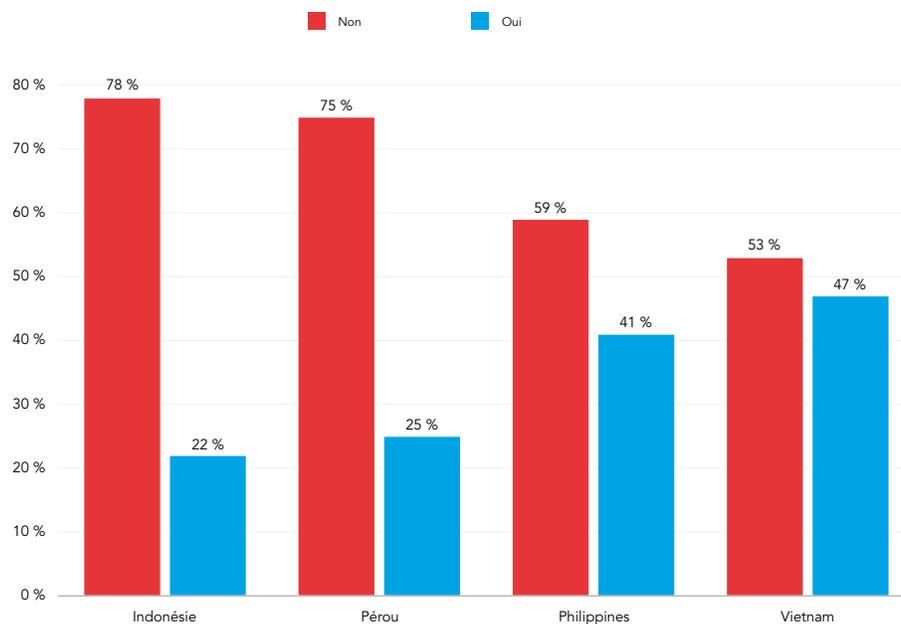
FIGURE 6. Les obstacles au financement pour les MPME



Les données du sondage du Projet présentent des chiffres d'avant la pandémie sur plusieurs questions, à savoir combien d'entrepreneurs interrogés étaient en quête d'un financement formel au moment du sondage, ainsi que les principaux facteurs démographiques qui semblent influencer ces chiffres. Compte tenu de ces données, comment les entrepreneurs perçoivent-ils la disponibilité et l'importance du financement pour leur MPME?

Comme cela a été indiqué, la majorité des répondants des quatre économies ont déclaré qu'ils ne cherchaient pas à obtenir de financement au moment du sondage. Moins de la moitié des répondants de chaque économie ont affirmé être en quête de financement, le plus faible pourcentage étant enregistré en Indonésie.

FIGURE 7. La proportion des entreprises en quête de financement



Cependant, une partie conséquente des répondants a déclaré être en quête de financement. Au moins un cinquième des répondants de chaque économie a répondu par l'affirmative, le nombre le plus élevé étant observé au Vietnam (47 %).

Les entrepreneurs des microentreprises sont plus nombreux à déclarer que leur entreprise n'est pas en quête de financement que ceux des petites et moyennes entreprises. La différence est certes minime, mais ce résultat souligne la nécessité de cibler les microentreprises, qui disposent de beaucoup moins de ressources et de capital humain.

Le genre semble être un facteur important dans le financement. Dans les quatre économies étudiées, les hommes sont plus nombreux que les femmes à déclarer que leur MPME est en quête de financement. On observe particulièrement cette tendance dans les sondages nationaux menés au Vietnam et aux Philippines. Au Vietnam, 53 % des hommes interrogés ont déclaré rechercher des financements, contre 39 % des femmes. De même, aux Philippines, ces chiffres sont de 51 % pour les hommes et 37 % pour les femmes.

De plus, davantage de répondants ayant fait des études postsecondaires ont indiqué que leur entreprise était à la recherche de financement par rapport à ceux sans éducation supérieure. Cet écart est particulièrement frappant aux Philippines et au Pérou. Aux Philippines, 53 % des entrepreneurs ayant fait des études supérieures ont déclaré rechercher un financement, contre 32 % pour les autres

répondants. Au Pérou, ces chiffres sont de 28 % pour les répondants ayant fait des études supérieures et de 9 % pour les autres.

Dans l'ensemble, il importe de souligner les avantages liés à l'obtention d'un financement officiel afin de calmer les inquiétudes des entrepreneurs et de leur offrir les outils nécessaires pour faire croître leur entreprise. Ces avantages doivent être particulièrement soulignés auprès des microentreprises, des femmes entrepreneures et des entrepreneurs sans éducation supérieure.

DOMAINE POLITIQUE 2 : FORMES DE FINANCEMENT

Le financement des MPME peut provenir de diverses sources, notamment des prêts bancaires, des prêts de sociétés financières non bancaires, des institutions de microfinance, du capital-risque, des subventions gouvernementales, du financement informel (par exemple, un prêt familial) et des fonds propres de l'entrepreneur. Comme cela a été mentionné, même si les MPME peuvent disposer d'une diversité d'options de financement, un grand nombre de ces entreprises dépendent de l'autofinancement ou des fonds provenant d'amis et de la famille. Cela est particulièrement vrai pour les MPME en démarrage qui ne disposent pas encore de grandes ressources. En outre, les MPME sont moins susceptibles d'obtenir des investissements du secteur privé que les grandes entreprises, en raison de leur taille, des taux d'intérêt élevés des prêts et du manque de confiance des investisseurs.

La disponibilité du financement pour les MPME varie également considérablement entre différentes économies visées par le Projet. Il est possible d'en trouver la confirmation dans les données du Global Entrepreneurship Monitor (GEM) sur les Conditions du cadre entrepreneurial dans chaque économie. Dans les données sur le financement du GEM, la disponibilité de fonds suffisants pour les MPME, y compris de sources telles que les prêts bancaires et les subventions gouvernementales, est prise en compte. Selon ces données, le niveau de financement est relativement élevé en Indonésie, avec une note de 3,24 sur une échelle allant d'un (très insuffisant) à cinq (très suffisant)¹³. Par contre, le niveau de financement est relativement faible au Pérou, avec une note de 2,18¹⁴. Entre ces deux résultats, les Philippines ont une note de 3,09¹⁵ et le Vietnam se situe à 2,27¹⁶. Dans l'ensemble, ces données indiquent qu'en plus de l'hésitation des MPME à recourir à un financement formel, il se peut que le financement auquel elles ont accès soit tout simplement insuffisant.

¹³ Global Entrepreneurship Monitor, « Entrepreneurial Framework Conditions – Government Programs », consulté le 30 mars 2021, <https://www.gemconsortium.org/data>.

¹⁴ Global Entrepreneurship Monitor, « Entrepreneurial Framework Conditions – Government Programs », consulté le 30 mars 2021, <https://www.gemconsortium.org/data>.

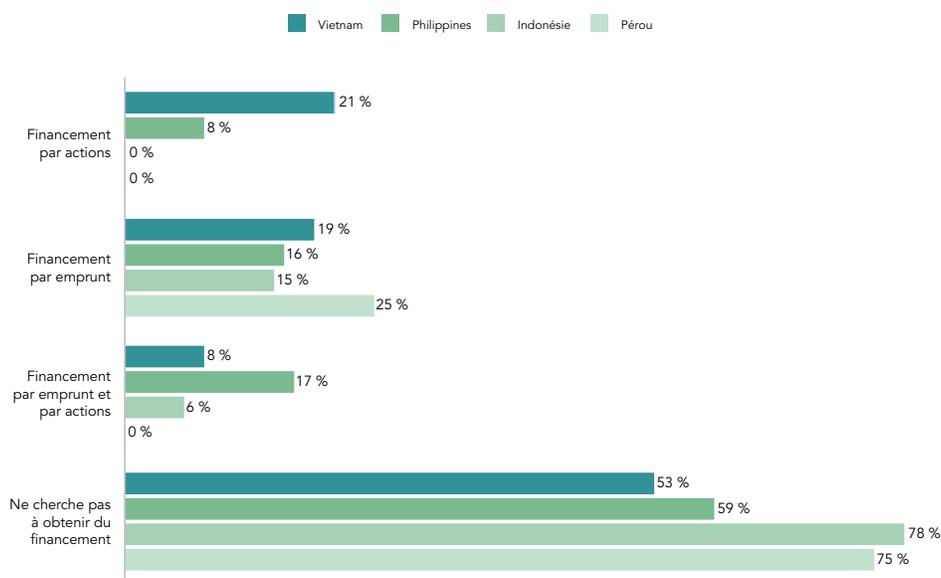
¹⁵ Global Entrepreneurship Monitor, « Entrepreneurial Framework Conditions – Government Programs », consulté le 30 mars 2021, <https://www.gemconsortium.org/data>.

¹⁶ Global Entrepreneurship Monitor, « Entrepreneurial Framework Conditions – Government Programs », consulté le 30 mars 2021, <https://www.gemconsortium.org/data>.

Lors des sondages nationaux menés dans le cadre du Projet, les répondants ont été plus particulièrement interrogés sur deux formes de financement, à savoir le financement par emprunt et le financement par actions¹⁷. On parle de financement par emprunt lorsque les entreprises vendent des instruments de créance, comme des obligations, à des investisseurs pour recueillir des fonds. Le financement par actions, quant à lui, concerne les entreprises qui émettent des actions dans le même but.

Les répondants ont une préférence notable pour le financement par emprunt. Pour les répondants basés au Pérou et en Indonésie qui ont indiqué être en quête de financement, la plupart d'entre eux ont précisé être à la recherche de financement par emprunt. À l'inverse, les répondants vietnamiens ont majoritairement indiqué chercher du financement par actions, tandis que les répondants aux Philippines souhaitaient obtenir les deux formes de financement (par emprunt et par actions).

FIGURE 8. Les types d'entreprises en quête de financement



Plus récemment, dans le sondage national mené au Pérou dans le cadre du Projet, les répondants ont été interrogés sur d'autres formes de financement, notamment le financement par capital, les sources de financement non traditionnelles (comme les investisseurs providentiels) et les investissements d'impact. Les options les plus couramment mentionnées comprennent le financement par emprunt (17 %), le financement par capital (15 %) et les investissements d'impact (4 %). Pourtant, la majorité des répondants sondés (57 %) ont indiqué qu'ils n'étaient pas à la recherche de financement.

¹⁷ Les répondants péruviens ont également été interrogés sur le financement par capital, sur les investissements d'impact, sur les subventions, sur les aides, sur les dons ou les contributions caritatives ainsi que sur les sources de financement non traditionnelles (par exemple : les investisseurs providentiels ou le financement participatif).

Compte tenu de ces résultats, il importe de noter que différents types de MPME requièrent des formes ciblées de financement. La forme de financement dont les entreprises ont besoin dépend de la maturité de la MPME (par exemple, en démarrage ou établie), du modèle d'affaires et du mandat, ainsi que des connaissances et des réseaux des entrepreneurs.

La nécessité d'un financement ciblé est parfaitement illustrée par les études menées dans le cadre du Projet sur les structures de financement pour les entreprises sociales au Pérou. Les entreprises sociales sont définies de manière générale comme des entreprises ayant un objectif social, environnemental ou communautaire. Dans le contexte péruvien, Kunan Peru, un pôle local d'entrepreneuriat social, définit les entreprises sociales comme des entreprises présentant quatre caractéristiques essentielles : une mission explicitement sociale ou environnementale, un modèle d'affaires durable, une solution innovante et systémique, ainsi qu'une méthode de mesure des retombées¹⁸.

Contrairement aux autres MPME, les entreprises sociales doivent assurer un équilibre entre leur rentabilité et la réalisation de leur objectif social ou environnemental et réussir sur ces deux plans. La mission particulière des entreprises sociales fait en sorte que celles-ci requièrent un soutien financier spécifique. Dans l'étude intitulée *Financement pour l'entrepreneuriat social au Pérou*, Carl Black relève les types d'aide financière qui soutiendraient le mieux l'entrepreneuriat social péruvien.

Black affirme que l'accès au financement est limité pour les entreprises sociales, en particulier celles qui sont en démarrage. Les entrepreneurs sociaux dépendent dans une large mesure de l'autofinancement et des fonds provenant d'amis ou de la famille pour lancer leur entreprise. En outre, le gouvernement péruvien n'offre qu'un soutien limité aux jeunes entreprises et à l'innovation. De plus, le fait qu'elles soient en démarrage dissuade les investisseurs de l'écosystème. De leur côté, les entrepreneurs sociaux se sentent entravés par les taux d'intérêt élevés des investisseurs.

Pour améliorer ces conditions, Black soutient que les entreprises sociales bénéficieraient d'un financement mixte qui compléterait les mécanismes de financement public existants par des fonds du secteur privé. Ces structures de financement mixte pourraient être mises en œuvre au moyen de contrats directs avec des intermédiaires des secteurs public et privé, à l'aide par exemple de subventions gouvernementales et d'investisseurs providentiels. En outre, les structures d'investissement d'impact, dans le cadre desquelles les stratégies de financement sont liées à des retombées sociales ou environnementales, sont des mécanismes essentiels et efficaces pour les entreprises sociales.

¹⁸ Alexandra Ames Brachowicz et Carla Grados Villamar, *Le paysage actuel de l'entrepreneuriat social au Pérou* (Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2020), p. 6., version anglaise

Toutefois, ces mécanismes de financement ne fonctionnent pas en vase clos. Black souligne que ces instruments de financement doivent également s'accompagner d'offres gouvernementales en matière de promotion et de soutien aux entrepreneurs et aux entreprises sociales.

Dans l'ensemble, la section met l'accent sur le fait qu'une plus grande connaissance des formes de financement et de leurs avantages est nécessaire pour accroître l'accès des MPME au financement. La promotion des options de financement doit en particulier comprendre des renseignements sur les conditions d'obtention des différentes formes de financement, les avantages propres à chaque option, ainsi que l'adéquation des options de financement aux besoins et aux capacités des entreprises. Parallèlement à cela, la section indique que les MPME bénéficieraient de formes de financement plus ciblées, en fonction de leur taille et de leur modèle économique, entre autres facteurs. Par exemple, les MPME qui opèrent en tant qu'entreprises sociales bénéficieraient de l'investissement d'impact, qui lie le financement aux retombées sociales ou environnementales de l'entreprise.

GARANTIR L'ACCÈS DES MPME AUX SERVICES DE SOUTIEN

Le soutien aux MPME, comme les services de conseil aux entreprises et une politique de soutien du gouvernement, peut considérablement atténuer les obstacles à la réussite des MPME. Les données des études menées dans le cadre du Projet ont montré qu'en plus du financement et des ressources, les entrepreneurs peuvent grandement bénéficier de services et de programmes de soutien qui les aident à déterminer leurs besoins commerciaux, à repérer les solutions potentielles et les ressources nécessaires pour répondre à ces besoins, ainsi qu'à élaborer des stratégies pour ouvrir de nouvelles occasions d'affaires. De plus, les études indiquent également que ce soutien peut contribuer à renforcer les capacités des MPME en aidant les entrepreneurs à étendre leur réseau entrepreneurial et en les orientant, entre autres, vers des ressources financières accessibles. Le soutien aux MPME est devenu d'une importance cruciale pendant la pandémie de la COVID-19, car les MPME sont aux prises avec une réduction de leurs ventes, de leurs ressources et de leur capacité à mener des affaires.

Principale recommandation : on encourage les gouvernements à investir davantage de ressources dans le marketing et la diffusion de l'information en matière de programmes et services de soutien aux MPME, en ciblant particulièrement les femmes entrepreneures et les jeunes entrepreneurs.

Les actions politiques concernant le soutien aux MPME sont les suivantes :

1. Repenser le marketing, la promotion et l'accessibilité des initiatives de soutien pour veiller à ce que davantage de MPME soient au fait du soutien et des ressources qui s'offrent à elles.
2. S'assurer que la promotion des services de soutien vise tout d'abord des groupes démographiques précis qui sont moins susceptibles de chercher ou de recevoir cette information, comme les femmes entrepreneures et les jeunes entrepreneurs, puis les entrepreneurs qui œuvrent dans des secteurs particuliers, le tout en prenant soin d'inclure des renseignements sur les services de soutien aux MPME les plus adaptés à leurs activités.
3. Intégrer des plans et des investissements en matière de services de soutien aux MPME dans les plans nationaux de soutien aux industries pourrait permettre au gouvernement d'économiser ses ressources et de réduire les risques de chevauchement des politiques pour une prestation plus efficace des services.

La section suivante examinera la situation avant la pandémie en ce qui concerne l'accessibilité et l'utilisation du soutien aux MPME, à savoir les services généraux de soutien aux entreprises (par exemple, le réseautage ou l'information sur les marchés), ainsi que les programmes, les politiques et les initiatives de soutien fournis par les gouvernements de la région de l'APEC et destinés aux MPME (par exemple, les mesures incitatives en matière d'exportation et les programmes d'incubateurs).

DOMAINE POLITIQUE 1 : SERVICES DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES

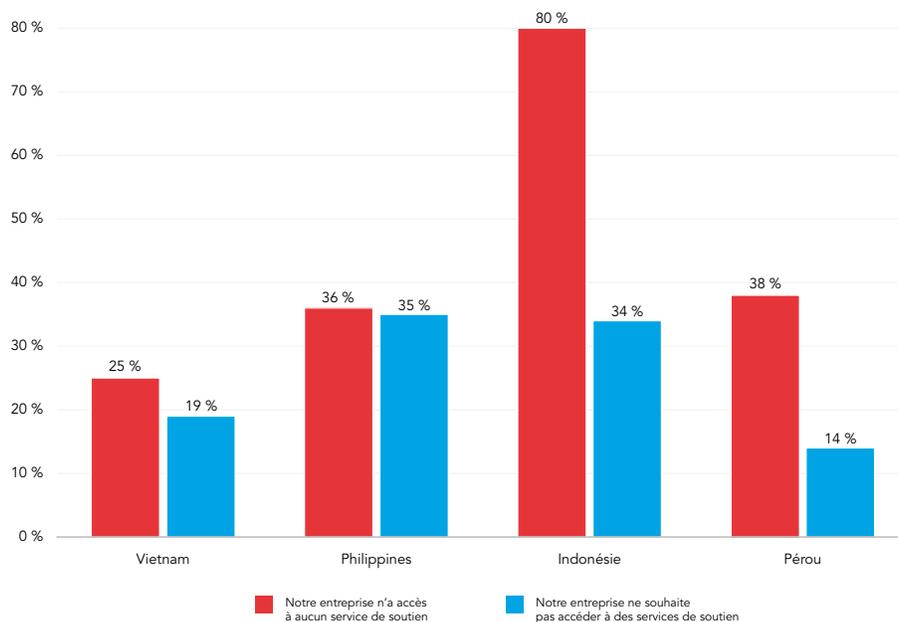
Les services de soutien aux entreprises sont un élément essentiel du soutien aux MPME. Ils fournissent une grande diversité de ressources et de renseignements aux entrepreneurs dans des domaines tels que le réseautage et le financement. Lors des sondages menés dans le cadre du Projet, les entrepreneurs ont été interrogés sur leur utilisation de plusieurs services de soutien aux entreprises, notamment les services de conseil aux entreprises en personne (par exemple, le mentorat ou les conseils sur la stratégie d'entreprise), les services de conseil aux entreprises en ligne (par exemple le mentorat virtuel), les services de recherche et de développement technologique (par exemple les conseils en matière de brevets), les services de réseautage (par exemple les événements de réseautage de pairs), les services de soutien financier (par exemple, des conseils sur la recherche et l'obtention de fonds ou de financements) et de l'information sur le marché (par exemple, de l'information relative à la demande pour le produit ou le service de l'entreprise).

Tout au long des études menées dans les quatre économies visées par le Projet, le manque d'accès des MPME aux services de soutien aux entreprises et leur méconnaissance de ces services sont systématiquement évoqués. Les rapports relatifs aux sondages nationaux ont également émis des recommandations à l'intention des gouvernements des économies de l'APEC et de leurs milieux des affaires afin qu'ils investissent dans l'amélioration de la connaissance de ces services par les MPME. Certaines des recommandations principales contenues dans ces rapports comprennent la mise en place et le renforcement d'une coordination solide entre les gouvernements et le milieu des affaires afin d'aider les MPME à utiliser les services existants, ainsi que de montrer aux entrepreneurs les avantages de l'accès à ces ressources souvent gratuites ou peu coûteuses pour augmenter les capacités de leur MPME.

Dans l'ensemble, au moins un quart des répondants dans chaque économie visée par le Projet ont déclaré qu'ils n'avaient pas accès à des services de soutien. Ce chiffre va de 25 % des répondants au Vietnam à 80 % des répondants en Indonésie.

D'autre part, un nombre important de répondants dans chacune de ces économies a en outre mentionné ne pas souhaiter accéder à ces services. Ce chiffre va de 14 % au Pérou à 35 % aux Philippines. Ce résultat incite à poursuivre les recherches sur les raisons pour lesquelles les entrepreneurs de MPME ne perçoivent pas la nécessité d'améliorer leur accès aux services de soutien.

FIGURE 9. Difficultés d'accès aux services de soutien



Les MPME qui ont indiqué recourir à des services de soutien utilisent plus couramment les services de conseil en personne, et ce, particulièrement au Vietnam, aux Philippines et en Indonésie. Cela démontre que les répondants au sondage provenant de ces économies sont plus accoutumés aux rencontres en personne et dans des bureaux, ce qui pourrait compliquer leur transition vers des services de conseil en ligne.

En ce qui concerne les services de conseil aux entreprises en ligne, c'est au Vietnam qu'on retrouve le plus important pourcentage de répondants y ayant recours (21 %). Ce nombre est d'autant plus important étant donné que le sondage a été mené en 2017 et qu'une hausse potentielle de cette utilisation a pu se produire depuis ce temps. Toutefois, les faibles taux d'utilisation des services de conseil en ligne enregistrés dans les autres économies nous poussent à trouver des façons de rendre la transition vers de tels services possible et efficace pendant la pandémie.

En ce qui concerne la question du financement, les services destinés précisément à aider les MPME à trouver de nouvelles sources de financement ne sont utilisés que par une minorité de répondants. Au moins 15 % des répondants au Pérou, aux Philippines et au Vietnam déclarent utiliser des services de soutien financier. En Indonésie, pratiquement aucun répondant n'a indiqué avoir utilisé ces services.



Photo prise par Scott Graham sur Unsplash

DOMAINE POLITIQUE 2 : PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX ET INITIATIVES POLITIQUES

Outre les services de soutien aux entreprises, les gouvernements ont également mis en place des programmes de soutien, des politiques et des aides à l'entrepreneuriat, tels que des subventions salariales, des reports d'impôts, des aides au crédit, des mesures incitatives en matière d'exportation et de recherche et de développement (R et D), ainsi que des services de numérisation. Ces formes plus ciblées de soutien peuvent compléter les services généraux aux entreprises en répondant aux besoins particuliers des MPME dans des domaines tels que l'expansion vers les marchés internationaux et l'innovation. De plus, les programmes gouvernementaux peuvent élargir l'accès des MPME aux services de soutien en fournissant par exemple des cours en ligne gratuits pour permettre aux entrepreneurs de se perfectionner dans le domaine de leur choix, ainsi que des subventions pour le financement qui n'obligent pas les entrepreneurs à prendre des risques financiers. Si l'on compare la disponibilité des programmes de soutien gouvernementaux dans les quatre économies étudiées, les données du GEM sur cet aspect montrent que l'Indonésie a un niveau relativement plus élevé de soutien gouvernemental à l'entrepreneuriat. Elle est suivie par les Philippines, le Pérou et le Vietnam¹⁹.

Lors des sondages nationaux menés dans le cadre du Projet, on a demandé aux entrepreneurs s'ils ont eu accès aux programmes et aux initiatives de soutien fournis par le gouvernement. En Indonésie, au Pérou et aux Philippines, les répondants ont été interrogés sur les programmes gouvernementaux qui soutiennent divers domaines de l'entrepreneuriat²⁰. Les répondants philippins ont également été interrogés sur les lois et les accords internationaux relatifs à l'accès au marché et à l'exportation.

Dans l'ensemble, on constate également un faible niveau de connaissance des entrepreneurs interrogés sur les types d'aides gouvernementales accordées aux MPME.

¹⁹ Global Entrepreneurship Monitor, « Entrepreneurial Framework Conditions – Government Programs », tiré de : <https://www.gemconsortium.org/data#>

²⁰ Une liste complète de ces politiques se trouve en annexe du présent document.

Aux Philippines, au moins un tiers des répondants ont déclaré ne pas connaître les politiques, les lois et les accords internationaux qui soutiennent l'entrepreneuriat ou le développement des entreprises à l'international. Par exemple, plus du tiers des répondants ont affirmé qu'ils ne connaissaient pas la loi *Go Negosyo*, une mesure législative visant la mise en place des « centres Go Negosyo », sorte de guichets uniques offrant des services de soutien aux entreprises²¹.

On constate une situation similaire au Pérou. Plus de la moitié des répondants ont indiqué qu'ils n'étaient pas au fait de la majorité des programmes de soutien aux MPME décrits dans le sondage. Les importantes plateformes en ligne qui servent de centres d'information et d'applications pour différents services d'aide gouvernementale, comme Produce Virtual et Digital Kit, sont sous-utilisées par les entrepreneurs du Pérou²².

En revanche, un nombre relativement plus élevé de répondants indonésiens ont indiqué être au fait des programmes d'aide gouvernementale. Le programme destiné aux entrepreneurs proposé par le ministère des Coopératives et des MPME est le plus connu d'entre eux. Toutefois, malgré la connaissance apparemment répandue de ce programme, seulement 3 % des répondants y ont recours, tandis que les trois quarts ont indiqué qu'il n'était pas adapté à leur réalité²³.

Les résultats des études menées dans le cadre du Projet avant la pandémie semblent se refléter dans des résultats plus récents sur l'utilisation par les MPME du soutien fourni par les gouvernements en réaction à la pandémie de la COVID-19. Dans son rapport d'octobre 2020 sur le statut économique de l'Asie de l'Est et du Pacifique, la Banque mondiale a constaté que la majorité des entreprises n'ont pas bénéficié du soutien politique fourni par les gouvernements en réaction à la pandémie²⁴. Un nombre important des répondants de cette étude ont déclaré qu'ils n'étaient pas au courant de ce soutien : en Indonésie, plus de la moitié d'entre eux ont déclaré qu'ils n'étaient pas au courant du soutien politique apporté aux entrepreneurs, tandis que ce chiffre s'élevait à 27 % au Vietnam et à un cinquième aux Philippines.

Il est impératif que les économies concernées de l'APEC fassent mieux connaître les programmes, les politiques et les initiatives de soutien destinés aux MPME et aux entrepreneurs, afin de maximiser l'effet de ce soutien. Les gouvernements doivent particulièrement cibler les femmes entrepreneurs et les jeunes entrepreneurs ainsi que leurs MPME dans la promotion du soutien offert. En plus de la sensibilisation, il est essentiel que les gouvernements intègrent un processus d'évaluation des initiatives

²¹ Fondation Asie Pacifique du Canada, *Sondage national 2018 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME aux Philippines : Renforcer les capacités des MPME grâce à l'accès aux marchés* (Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2018), p. 29, version anglaise.

²² *Sondage 2020 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME au Pérou : Renforcer les capacités des MPME grâce à l'entrepreneuriat social* (Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2020), p. 38 et 39, version anglaise.

²³ Fondation Asie Pacifique du Canada, *Sondage national 2018 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME en Indonésie : Renforcer les capacités des MPME grâce au capital humain* (Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2018), p. 25, version anglaise.

²⁴ Banque mondiale, *From Containment to Recovery: Economic Update for East Asia and the Pacific* (Washington, DC : octobre 2020), tiré de : <https://www.worldbank.org/en/region/eap/publication/east-asia-pacific-economic-update>

qu'ils proposent avec les entrepreneurs, afin de s'assurer que ces programmes répondent aux besoins des entrepreneurs des MPME.

Un autre élément important pour les gouvernements de la région de l'APEC est de savoir comment atteindre les MPME dans les secteurs informels, ainsi que la manière dont le soutien peut être élargi aux entreprises informelles et non enregistrées. Les recherches effectuées dans le cadre du Projet se sont jusqu'à présent concentrées sur les MPME formelles, ce qui restreint la pertinence des études aux entreprises enregistrées. Afin d'étendre le soutien aux entreprises informelles et de s'assurer que leur statut d'entreprise non enregistrée ne constitue pas un obstacle insurmontable pour accéder aux services, les économies de l'APEC, ainsi que les projets de renforcement des capacités des MPME comme le Projet, doivent cibler les entreprises informelles et avoir accès aux réseaux de ces entreprises.

Dans l'ensemble, l'efficacité du soutien offert aux MPME dans les économies de l'APEC est minée par une méconnaissance ainsi qu'un accès limité aux services et aux programmes. Les sondages nationaux menés dans le cadre du Projet ont systématiquement révélé une sous-utilisation des principaux services et initiatives de soutien par les répondants, ce qui a donné lieu à plusieurs recommandations visant à accroître la promotion de ces services auprès des entrepreneurs. La présente section souligne également que les associations commerciales et les réseaux entrepreneuriaux de MPME jouent un rôle essentiel dans la diffusion de l'information sur les ressources destinées à ce type d'entreprise. De plus, il peut y avoir une certaine préférence pour les services de conseil en personne, ce qui amène à réfléchir à la manière de réussir la transition des services vers des plateformes en ligne facilement accessibles aux entrepreneurs.

ENCOURAGER L'ÉLARGISSEMENT DES MARCHÉS

Compte tenu de leur taille, les MPME peuvent avoir tendance à se considérer avant tout comme des entreprises locales au service de leur collectivité. Il est important que les MPME et les entrepreneurs soient encouragés à se considérer comme ayant le potentiel de devenir des entreprises régionales et mondiales, au-delà de leur marché local ou national.

Cependant, les études menées dans le cadre du Projet ont montré que la majorité des MPME n'ont pas l'intention de se développer à l'international. Pour percer de nouveaux marchés, les MPME ont besoin de ressources et d'activités solides, ainsi que de l'aide de leur gouvernement et du milieu des affaires. Les études recommandent que les MPME disposent d'abord des éléments de base nécessaires, à savoir un financement suffisant, des connaissances et un soutien sur la manière d'utiliser efficacement leurs ressources, ainsi qu'une présence en ligne cohérente. Ce n'est qu'une fois que les MPME posséderont ces éléments qu'elles seront en mesure d'élargir leurs marchés. Deuxièmement, étant donné leur taille et leurs ressources limitées, les études réalisées dans le cadre du Projet ont fait valoir que les MPME ont besoin de l'aide tant des associations commerciales que des acteurs gouvernementaux et entrepreneuriaux pour acquérir une expérience internationale, pour se familiariser avec les marchés étrangers et les réglementations en matière d'exportation, ainsi que pour créer de nouveaux réseaux sur les marchés qu'elles visent.

Principale recommandation : les acteurs gouvernementaux doivent aider les entrepreneurs et les MPME à acquérir une expérience sur les marchés internationaux et à élargir leurs marchés à l'étranger. Il faut par conséquent investir dans la promotion claire des occasions internationales et dans le perfectionnement des compétences des entrepreneurs pour les aider à percer les marchés internationaux.

Les mesures politiques visant à encourager un accès plus large aux marchés sont les suivantes :

1. Communiquer clairement les avantages que procure l'expansion vers d'autres marchés en collaboration avec le milieu des affaires locales, les associations commerciales de MPME ainsi que les autres parties prenantes et organisations partenaires pertinentes.
2. Fournir aux entrepreneurs de l'information claire et à jour sur les exigences et la réglementation à l'égard de l'expansion et de l'exportation vers les marchés étrangers.
3. Investir dans l'expérience des MPME sur le plan de l'expansion des marchés en encourageant les entrepreneurs à acquérir une expérience de travail à l'international ou à effectuer des études ou à suivre une formation à l'étranger et en sollicitant la participation des MPME à différentes occasions internationales comme les conférences et missions commerciales.

4. Veiller à ce que les entrepreneurs soient au fait des mesures incitatives et programmes de soutien axés sur l'exportation et l'expansion des marchés et des critères à satisfaire pour bénéficier de ces formes d'aide.

La section suivante se concentre sur deux aspects du potentiel des entrepreneurs à élargir leurs marchés. Afin d'encourager efficacement les MPME dans ce sens, deux facteurs importants doivent être pris en compte : (1) leur expérience internationale actuelle et (2) leur intention d'exporter des biens ou des services.

DOMAINE POLITIQUE 1 : ACQUISITION D'UNE EXPÉRIENCE INTERNATIONALE

Afin d'étendre efficacement les activités des MPME aux marchés internationaux, les entrepreneurs doivent d'abord acquérir une expérience internationale. Idéalement, cette expérience devrait permettre aux entrepreneurs de se familiariser avec les marchés régionaux et internationaux, ainsi que de disposer des compétences et des qualifications nécessaires pour étendre les activités de leur MPME, notamment en ce qui a trait aux réseaux d'entrepreneurs et aux réglementations en matière d'exportation. Les entrepreneurs peuvent acquérir une expérience internationale de diverses manières, notamment en allant travailler ou étudier à l'étranger, en participant à des programmes internationaux de mentorat ou d'échange destinés aux entrepreneurs et en se joignant à des missions commerciales en personne ou virtuellement organisées par les pays d'accueil.

Posséder une expérience internationale peut présenter de nombreux avantages pour les MPME. Premièrement, les entrepreneurs de MPME seront en mesure de voir les débouchés au-delà de leur marché local et d'en évaluer la faisabilité. Deuxièmement, en acquérant une expérience à l'étranger, les entrepreneurs pourront comprendre les nouveaux marchés par eux-mêmes en tissant des relations avec des partenaires et des clients potentiels. Même si les interactions en personne sont actuellement limitées

Photo prise par Proxyclick Visitor Management System sur Unsplash



en raison de la pandémie, le réseautage et le mentorat peuvent se faire par des réunions virtuelles. Pour cela, il importe toutefois que les politiques pertinentes tiennent compte de l'accès Internet et des technologies de l'information et des télécommunications (TIC). Par ailleurs, en acquérant une expérience internationale, les entrepreneurs pourront créer des réseaux, échanger des idées avec de nouveaux partenaires et se faire une idée plus précise de la manière d'innover au sein de leur MPME.

Investir dans l'expérience internationale des entrepreneurs présente aussi plusieurs avantages à long terme pour les économies de l'APEC. En investissant dans l'expérience internationale des MPME, les gouvernements jettent les bases de leur représentation future et durable dans les délégations internationales, les missions commerciales, les foires commerciales, les conférences internationales pertinentes sur le développement du commerce, les ateliers et autres occasions²⁵. La participation soutenue des MPME à d'importants forums internationaux sur l'entrepreneuriat peut faire en sorte que cela devienne courant et fasse partie intégrante de l'engagement du gouvernement pour le commerce et l'investissement. La présence des MPME dans ces forums peut leur permettre de participer activement aux discussions sur le commerce international les concernant.

Cela peut également être avantageux pour les milieux des affaires locaux, y compris les établissements d'enseignement supérieur. En encourageant les entrepreneurs à acquérir une expérience internationale, par l'intermédiaire d'échanges, de stages et de programmes d'études ou de formation à l'étranger, les milieux des affaires du Canada et de l'Asie-Pacifique peuvent favoriser le partage de connaissances, l'innovation et la croissance. Il a déjà été recommandé dans le cadre du Projet que les grandes entreprises et le milieu des affaires facilitent plus largement les échanges et le réseautage entre les pays du Pacifique, notamment entre les accélérateurs et les incubateurs du Canada et d'autres économies de la région Asie-Pacifique. Par exemple, cela pourrait se faire grâce à de jeunes entreprises sœurs qui conçoivent « des mécanismes continus et mutuellement avantageux pour partager des ressources, des renseignements sur les marchés locaux, de la formation et des séances de stratégie de haute direction »; des programmes universitaires d'entrepreneuriat qui proposent des stages destinés aux jeunes entrepreneurs; et, de façon générale, des « échanges entre des employés et des équipes de travail transpacifique pour accroître les connaissances institutionnelles et interculturelles²⁶. »

En outre, il a été recommandé que les « grandes entreprises [parrainent] des experts dans différents domaines — finances, recrutement, ventes, fabrication, PI, et ainsi de suite — à titre de mentors ponctuels de jeunes entreprises » au Canada et dans la région Asie-Pacifique²⁷. La mise en œuvre de ces

²⁵ Fondation Asie Pacifique du Canada, *Sondage national 2018 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME aux Philippines : Renforcer les capacités des MPME grâce à l'accès aux marchés* (Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2018).

²⁶ Elizabeth Newton, Jonathan Berkowitz, Alexandra Mann et Charlie Shi, *Alimenter les jeunes entreprises de haute technologie : Renforcer les capacités des MPME grâce à la technologie et à l'innovation*, (Vancouver: Fondation Asie Pacifique du Canada, 2018), p. 51, version anglaise.

²⁷ Ibid.

recommandations peut contribuer à favoriser les échanges et les partenariats transpacifiques et, surtout, à créer des débouchés pour les entrepreneurs locaux.

Dans leur majorité, cependant, les MPME et les entrepreneurs n'ont toujours pas d'expérience internationale. **Lors des sondages nationaux menés dans le cadre du Projet, seulement une minorité des entrepreneurs sondés a déclaré avoir étudié, travaillé ou suivi une formation à l'extérieur de sa propre économie.** De plus, 47 % des entrepreneurs des économies visées par le Projet ont indiqué qu'aucun de leurs employés n'avait étudié ou travaillé à l'extérieur de sa propre économie.

Il est essentiel que les gouvernements et le milieu des affaires de la région de l'APEC continuent à aider et à encourager les MPME et les entrepreneurs à acquérir une expérience internationale. De plus, comme de plus en plus de possibilités d'acquérir cette expérience se reportent sur les méthodes en ligne, il est important que les décideurs politiques considèrent le manque d'accès Internet et aux technologies TIC comme un obstacle potentiel dans ce domaine.

DOMAINE POLITIQUE 2 : PARTICIPATION AUX MARCHÉS INTERNATIONAUX

Lorsque les entrepreneurs ont acquis une certaine expérience internationale, leur MPME peut alors avoir la possibilité de participer aux marchés internationaux. Il existe plusieurs façons pour les MPME de prendre part aux marchés internationaux, notamment à travers les exportations, la participation aux chaînes d'approvisionnement et les marchés publics. La présente section se concentrera particulièrement sur l'exportation, à savoir l'intention des entrepreneurs d'exporter des biens ou des services, ainsi que les obstacles qu'ils rencontrent dans ce domaine.

En moyenne, les MPME représentent moins de 35 % des exportations mondiales annuelles. Compte tenu de leur petite taille et leur clientèle généralement locale, les micro et les petites entreprises en particulier ne disposent pas de l'infrastructure et des ressources nécessaires pour entreprendre des activités d'exportation. Parmi les principaux défis que doivent relever les MPME en matière d'exportation figurent : un manque d'accès aux renseignements commerciaux; des contraintes de commercialisation et de promotion de la marque; un manque d'accès aux ressources financières; une infrastructure inadéquate et un éloignement des marchés; une incapacité à concurrencer les rivaux; des difficultés à respecter les normes internationales et la réglementation gouvernementale; des restrictions en matière de ressources humaines; et des activités commerciales inadéquates²⁸. Une des études réalisées dans le cadre du Projet montre que les « activités commerciales inadéquates représentent le défi le plus [récurrent] à l'expansion des marchés » relevé par les PME, ce qui comprend des aspects comme les installations commerciales et l'accès aux technologies²⁹.

²⁸ Jamil Paolo Francisco et Tristan Canare, *Les défis de l'accès au marché des PME aux Philippines et le rôle des associations de gens d'affaires* (Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2019), p. 17 à 20, version anglaise.

²⁹ Ibid.

En effet, la majorité des entrepreneurs interrogés des quatre économies du Projet n'envisagent pas d'élargir leurs activités à l'étranger ni de se tourner vers l'exportation. En Indonésie, 98 % des entrepreneurs ont déclaré qu'ils ne prévoyaient pas exporter, tandis que ce chiffre était de 87 % au Vietnam, 70 % au Pérou et 63 % aux Philippines.

Outre ce nombre élevé de MPME qui n'ont pas l'intention d'exporter, les répondants de chaque économie ont fait état de divers obstacles à l'accès aux marchés étrangers. Au Vietnam, 41 % des répondants ont déclaré que l'absence d'un élargissement de l'accès au marché était un « obstacle » ou un « obstacle important » à la réussite de leur MPME.

Le sondage national mené aux Philippines détaille les obstacles avec lesquels les entrepreneurs doivent composer quant à l'accès aux marchés, de même que leur connaissance des accords commerciaux et des programmes connexes qui peuvent les aider à percer les marchés internationaux. **Ces données illustrent que l'enjeu du financement constitue l'un des obstacles les plus tenaces à l'exportation, selon 44 % des répondants, suivi de près par le manque de connaissance des marchés (40 %). L'incapacité à exporter se traduit également par le manque de connaissance des accords commerciaux, de la réglementation et des programmes connexes destinés aux entrepreneurs.** Au moins un tiers des répondants philippins ont indiqué ne pas être au fait des différentes options sur lesquelles on les a questionnés, y compris la Loi de 1994 sur le développement des exportations des Philippines, la Zone de libre-échange de l'ANASE et la région de l'APEC.

De même, en Indonésie et au Pérou, seulement une minorité des répondants connaissaient et utilisaient les programmes de promotion de l'exportation offerts par leur gouvernement. Par exemple, en Indonésie, seulement 1 % des répondants ont indiqué recourir au programme de crédit aux petits exploitants axé sur l'exportation. Parallèlement, au Pérou, la moitié des répondants au sondage ont affirmé ne pas être au fait du programme de promotion de l'exportation offert par le gouvernement péruvien.

La participation des MPME à une association industrielle ou commerciale s'avère un moyen efficace pour lutter contre le manque d'intérêt, de connaissance et de capacité à exporter. Une étude sur l'appartenance des MPME à une association commerciale menée aux Philippines dans le cadre du Projet suggère qu'il existe une relation positive entre cette appartenance et la tendance à exporter. Adhérer à une association commerciale peut être très avantageux pour les MPME, car ces associations peuvent fournir de l'information et des possibilités de réseautage à leurs membres, ainsi que des éclaircissements sur les réglementations et les mécanismes gouvernementaux en matière d'exportation. En d'autres termes, ces associations peuvent servir de pôle d'information utile quant aux exigences et réglementations en matière d'exportation, ainsi que sur d'autres enjeux pertinents comme le financement des MPME.



Photo prise par Peter Livesey sur Unsplash

Des campagnes de sensibilisation et de promotion plus ciblées sont nécessaires pour faire connaître les avantages découlant d'une expérience internationale. De plus, dans le contexte de la pandémie et des restrictions sur les déplacements, certains des moyens les plus efficaces d'acquérir une expérience internationale doivent être promus grâce à des offres en ligne. Par exemple, l'amélioration des compétences à l'aide de cours et de webinaires en ligne ainsi que la participation, de manière virtuelle, à des missions commerciales et à des activités de mentorat ou de réseautage. Étant donné qu'un nombre croissant de ces possibilités sont offertes en ligne, il est essentiel de tenir compte de l'accès Internet et des technologies de l'information et des télécommunications (TIC) dans la promotion de l'internationalisation des MPME. Par ailleurs, alors que la numérisation continue d'ouvrir de nouvelles possibilités d'internationalisation aux MPME, une formation et une éducation suffisantes seront nécessaires pour aider ces dernières à adopter un état d'esprit tourné vers le monde. Ce faisant, il faudra veiller à ce qu'elles se considèrent comme des entreprises orientées non seulement vers le marché national, mais aussi vers le marché international, les technologies numériques créant de nouvelles possibilités en ce qui concerne la vitesse et l'étendue de l'accès aux marchés mondiaux. Les gouvernements ont la possibilité de commencer par les mesures décrites dans le Programme d'action de Boracay pour la mondialisation des MPME, qui met l'accent sur le renforcement de la réglementation et du soutien tant financier que gouvernemental des MPME dans les chaînes d'approvisionnement, afin d'encourager leur essor.

ENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET RECOMMANDATIONS TIRÉS DU PROJET

SOUTENIR LES FEMMES ENTREPRENEURES ET LES JEUNES ENTREPRENEURS

L'égalité des genres ainsi qu'une croissance inclusive pour les femmes et les jeunes ont été un thème transversal essentiel du Projet. L'inclusion de ce thème particulier dans le Projet permet de souligner l'importance générale de l'intégration de mesures politiques inclusives et intersectionnelles pour garantir un accès équitable au financement, aux services de soutien, à la numérisation et à d'autres domaines du renforcement des capacités des MPME.

Les sondages et les études sur le terrain menés dans le cadre du Projet ont montré que les femmes et les jeunes ont des préoccupations distinctes en matière d'entrepreneuriat. Par exemple, les recherches réalisées sur les jeunes entrepreneurs en Indonésie, au Pérou, aux Philippines et au Vietnam montrent que leurs principales préoccupations sont le manque de liquidités pour maintenir l'entreprise à flot, la perte d'argent, le manque de temps et les pertes de temps.

À cette fin, le Projet a intégré une approche analytique féministe et différenciée selon le genre au renforcement des capacités des MPME et à tous les stades de la recherche, à savoir de la planification à la mise en œuvre de toutes les activités de projet, y compris sa programmation et ses études. Les stratégies sont guidées par les lignes directrices sur l'inclusion des femmes de la politique d'aide internationale féministe (PAIF) du Canada et de la Policy Partnership on Women and the Economy (PPWE) de l'APEC qui considèrent qu'investir dans l'inclusion et la participation économiques des femmes et des jeunes peut favoriser une croissance économique forte et durable. Ces lignes directrices soulignent également qu'il s'agit d'une méthode efficace pour réduire la pauvreté et les inégalités.

Principale recommandation : il est nécessaire de renforcer les capacités, les réseaux de connaissances et la collecte de données désagrégées pour lever les obstacles systémiques qui limitent l'autonomie économique des femmes et des jeunes.

Les mesures politiques visant à soutenir les femmes entrepreneures et les jeunes entrepreneurs sont les suivantes :

1. Mettre en place des politiques nouvelles ou améliorées destinées aux MPME dirigées par des femmes ou des jeunes, centrées sur le développement des compétences et des capacités. Les politiques en question doivent être orientées vers les besoins particuliers de ces entreprises, notamment en matière de numérisation des MPME.

2. Investir dans des réseaux de soutien à l'entrepreneuriat visant les femmes et les jeunes, principalement pour améliorer leur participation au sein de la population active, à des postes de direction et à tous les échelons de la prise de décision. Pour autant que des mentors et des ressources soient affectés à ces réseaux, les femmes et les jeunes peuvent utiliser plus efficacement la technologie, acquérir des connaissances financières et profiter des possibilités d'interaction ainsi que du partage des pratiques exemplaires.
3. Faire progresser l'autonomisation économique des femmes et des jeunes grâce à la collecte de données désagrégées, à l'accessibilité linguistique et à l'information contextualisée localement, en tant que composantes intégrales de l'élaboration des politiques et des projets de recherche.

DOMAINE POLITIQUE 1 : OFFRE DE MENTORAT ET DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Le partage des connaissances et le dialogue sont essentiels pour faire progresser l'égalité des genres et la participation des jeunes. Il est nécessaire que les femmes entrepreneures et les jeunes entrepreneurs, en particulier, bénéficient d'un mentorat et de possibilités de perfectionnement. Par exemple, les études menées dans le cadre du Projet ont souligné la nécessité que les décideurs politiques concentrent leurs efforts de renforcement des capacités sur les domaines suivants :

1. la promotion des programmes de culture numérique pour les filles, et ce, dès le primaire;
2. l'élaboration de lois sur l'égalité des chances et les programmes d'emploi visant les étudiantes et les employées;
3. le soutien des partenariats collaboratifs avec les ONG, les entreprises, les établissements d'enseignement et les gouvernements qui offrent aux femmes des possibilités de perfectionnement des compétences numériques; le financement destiné aux entreprises appartenant à des femmes³⁰.

Pour mieux appréhender les défis à relever, un élément essentiel de la croissance des MPME est une meilleure compréhension des réalités vécues et des besoins de ces entreprises localement. Le Projet a notamment souligné l'importance du renforcement des capacités grâce à des programmes de mentorat, qui constituent une méthode efficace pour offrir aux femmes entrepreneures des possibilités uniques de renforcer leur confiance, de développer leurs compétences commerciales, d'améliorer le rendement de leur entreprise et d'élargir leurs réseaux de connaissances professionnelles.

³⁰ Alex Capri, *Les micro et petites entreprises dans l'économie numérique de l'Indonésie* (Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2019), p. 30, version anglaise.

En collaboration avec la Fondation Cherie Blair pour les femmes, le Projet a parrainé des femmes entrepreneures d'Indonésie, du Pérou, des Philippines et du Vietnam dans le cadre de programmes de mentorat d'un an avec un mentor canadien. Les femmes et les jeunes sont souvent freinés par des obstacles comme le manque d'accès aux compétences commerciales, à la technologie, aux réseaux et au financement. Le mentorat leur offre la possibilité d'accroître leur autonomie économique en développant leurs compétences dans ces domaines et en renforçant leur confiance en tant qu'entrepreneurs. De même, le mentorat fournit également une formidable occasion d'apprentissage et de croissance aux professionnels qui jouent le rôle de mentor, car cela alimente et inspire leur travail dans leur propre entreprise.

Le Projet a développé un programme de mentorat expressément destiné aux femmes entrepreneures. Ce programme renforce la confiance, développe les compétences commerciales, améliore le rendement de leur entreprise, élargit les réseaux et permet aux femmes entrepreneures de créer des entreprises durables et prospères³¹. De plus, il a donné aux participantes l'occasion d'acquérir des compétences dans divers domaines tels que le marketing, la finance et l'informatique, ainsi qu'un accès à une plateforme où elles ont pu renforcer leur confiance, leurs capacités de prise de décision, leurs compétences en matière de leadership et dans d'autres domaines importants. En conséquence, le programme de mentorat a apporté un soutien essentiel aux femmes pour qu'elles puissent développer leurs entreprises et créer des possibilités d'emploi pour les autres. Par exemple, comme l'a révélé le sondage de la Fondation Cherie Blair pour les femmes mené auprès des participantes au programme de mentorat, plusieurs femmes ont choisi de devenir entrepreneures pour accéder à l'indépendance financière, ce qui peut avoir des retombées à long terme, notamment en leur donnant un meilleur contrôle sur leur vie et leur entreprise. La sécurité économique permet également aux femmes de jouer un rôle plus influent dans la lutte contre l'injustice et la discrimination dans leurs collectivités et dans la société en général. Dans

³¹ Fondation Cherie Blair pour les femmes, *Mentoring Women in Business Programme: Final Report on the 2018 Asia Pacific Foundation Canada Mentees* (Londres : Cherie Blair Foundation for Women, 2018).

Photo prise par Christina @ wocintechchat.com sur Unsplash



l'ensemble, le fait de fournir aux femmes les outils et le soutien dont elles ont besoin pour acquérir l'indépendance financière, entre autres choses, peut avoir des effets durables, car les recherches montrent que les femmes ont tendance à réinvestir 90 % de leurs revenus dans leur famille et leur collectivité³².

Un ingrédient essentiel des programmes de mentorat réussis est le processus de jumelage entre mentors et mentorés et, par la suite, les vérifications fréquentes et régulières qui fournissent un environnement de mentorat structuré et adapté. Un jumelage réussi entre mentors et mentorés garantit que les mentorés reçoivent les conseils personnalisés dont ils ont besoin pour leurs entreprises. De nombreuses mentorées du programme de mentorat du Projet ont donné des commentaires positifs sur leur relation avec leur mentor et sur les avantages de recevoir des conseils et un encadrement personnalisés. Une expérience de mentorat réussie engendre souvent une attitude de réciprocité, les personnes mentorées devenant des mentors. Cela peut engendrer la viabilité à long terme et la reproductibilité d'un programme de mentorat et des avantages qui en découlent.

Un autre élément essentiel du programme de mentorat est son format virtuel. L'aspect virtuel du programme de mentorat offre aux mentorés et aux mentors la flexibilité dont ils ont besoin pour organiser des réunions et des formations en fonction de leurs horaires. Ceci est particulièrement pertinent dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, qui a affecté de manière démesurée les interactions en personne en raison de la distanciation sociale et des mesures de confinement. La création d'un premier programme de mentorat virtuel ouvre également la perspective de tels programmes une fois la pandémie terminée.

En plus de répondre aux besoins des femmes entrepreneures, le programme de mentorat du Projet a également accueilli de nombreux jeunes entrepreneurs (âgés de moins de 35 ans). Une fois la pandémie passée, il existera un certain nombre d'initiatives de développement des compétences qui seraient particulièrement importantes pour les jeunes entrepreneurs. Comme cela a été indiqué dans les études menées précédemment dans le cadre du Projet, l'établissement de liens et d'échanges plus actifs entre les programmes universitaires d'entrepreneuriat au Canada et dans d'autres pays de l'Asie-Pacifique, comme l'Indonésie, le Pérou, les Philippines et le Vietnam, est un ingrédient nécessaire pour favoriser l'innovation et les capacités des MPME dirigées par des jeunes.

³² Société financière internationale, *IFC Jobs Study: Assessing Private Sector Contributions to Job Creation and Poverty Reduction* (Washington DC : Société financière internationale, 2013), p. 1.

FIGURE 10. Principales préoccupations des jeunes entrepreneurs d'Indonésie, du Pérou, des Philippines et du Vietnam

CINQ PRÉOCCUPATIONS PRINCIPALES LIÉES À L'ENTREPRENEURIAT

1. Liquidités insuffisantes pour maintenir l'entreprise à flot
2. Perte de beaucoup d'argent
3. Manque de temps et pertes de temps
4. Manque de connaissances
5. Stress

Adapté de : Alimenter les jeunes entreprises de haute technologie : Renforcer les capacités des MPME grâce à la technologie et à l'innovation

Par exemple, Newton (en se basant sur son étude des quatre économies avec Jonathan Berkowitz) suggère que les étudiants soient davantage exposés en classe à des études de cas de l'Asie-Pacifique en temps réel grâce à des concours d'études de cas qui ont été validées par les milieux d'affaires pertinents ou qui permettent aux étudiants de se joindre à des équipes réunissant plusieurs pays. Ce type de possibilités peut contribuer à créer des expériences concrètes qui aideront les jeunes à développer des relations professionnelles interculturelles, ainsi que des compétences entrepreneuriales par-delà les différences linguistiques et culturelles. À terme, de telles initiatives pourraient être étendues avec les jeunes entrepreneurs en collaborant avec les collectivités locales et les jeunes entreprises de l'Asie-Pacifique afin d'offrir des stages ou des expériences de travail qui enseignent aux étudiants ce dont ils ont vraiment besoin pour être prêts à travailler dans la Silicon Valley.

Des programmes similaires existent au Canada, comme le Programme canadien des accélérateurs et des incubateurs (PCAI), Mitacs, le Programme de visa pour démarrage d'entreprise, le programme Visée mondiale en innovation (VMI) et le Programme canadien de l'innovation à l'international (PCII). Dans le contexte du Canada et de l'Asie-Pacifique, le soutien aux pôles de connaissances existants et la recherche de possibilités de partenariat avec des institutions de l'Asie-Pacifique peuvent conduire à un partage des ressources et à des collaborations supplémentaires, afin d'aider les jeunes entreprises dirigées par des jeunes à tester leur potentiel pour internationaliser leur accès aux marchés et pénétrer les marchés étrangers. Dans l'ensemble, de tels exercices offrent également aux étudiants des compétences pratiques pour tout le cycle de vie entrepreneurial, allant du concept à l'exécution, la croissance et la sortie.

DOMAINE POLITIQUE 2 : AMÉLIORATION DES RÉSEAUX DE CONNAISSANCES

Les normes dominantes produisent des inégalités systémiques entre les genres et il est important de reconnaître la diversité du rôle que les femmes jouent dans les écosystèmes régionaux des MPME. On a déjà commencé à réorienter les politiques existantes vers des interventions gouvernementales davantage axées sur l'acquisition de compétences en affaires et le renforcement des capacités des femmes dans les MPME, en plus de l'approche conventionnelle axée sur le financement et les ressources. Les décideurs politiques doivent non seulement fournir un soutien matériel pour donner aux femmes les moyens de créer des MPME, mais aussi mettre l'accent sur les principes d'inclusion et d'intégration de la dimension de genre au cœur des programmes d'innovation nationaux.

Dans le cadre de la programmation du Projet, les interactions avec les parties prenantes locales par l'intermédiaire d'ateliers de recherche et de formation ont permis de créer un dialogue entre les différents acteurs de l'espace politique des MPME. Il est important de noter que ces ateliers permettent non seulement de mettre en relation les MPME et les groupes sous-représentés, comme les femmes entrepreneures et les jeunes entrepreneurs, avec les décideurs et les réseaux de soutien, mais aussi de formuler des recommandations politiques fondées sur les réalités vécues et les besoins des MPME locales.

La nécessité de créer des initiatives axées sur le genre pour mettre en relation les femmes entrepreneures doit provenir de démarches populaires d'un large éventail de parties prenantes de la société civile. Il s'agit notamment de relier les femmes entrepreneures aux services gouvernementaux existants, aux applications d'apprentissage en ligne établies par les centres d'innovation et aux réseaux de soutien aux entreprises. Plus particulièrement, il a été mentionné la nécessité des réseaux de soutien pour aider les femmes entrepreneures à mieux utiliser la technologie, aborder les enjeux de sécurité, acquérir des compétences financières et tirer parti des possibilités de partage des pratiques exemplaires.

En ce qui concerne les jeunes, les programmes gouvernementaux qui cherchent à bénéficier aux MPME ne sont pas diffusés correctement. De plus, ce sont les plus défavorisés en matière de ressources, d'accès Internet et autres facteurs. Il est donc nécessaire d'avoir des politiques ciblées afin que les programmes gouvernementaux aident à combler les écarts sociaux et contribuent efficacement au développement économique durable.

L'une des voies de croissance consiste à renforcer les liens transpacifiques entre les femmes entrepreneures et les jeunes entrepreneurs en recherchant activement des partenariats entre les gouvernements, les milieux des affaires et les universités. Pour ce faire, les décideurs doivent créer les conditions nécessaires à l'établissement de liens plus actifs entre les accélérateurs et incubateurs au Canada et dans d'autres économies de l'Asie-Pacifique, comme l'Indonésie, le Pérou, les Philippines et le Vietnam. Au sein des systèmes d'éducation existants, il est possible de tirer parti des bassins de jeunes

talents en améliorant les stages ou les échanges internationaux axés sur l'entrepreneuriat et destinés aux jeunes, notamment ceux qui sont en dehors des systèmes d'éducation collégiale et universitaire traditionnels. Comme le suggère une autre étude réalisée dans le cadre du Projet, une coordination plus poussée entre les différents éléments de l'écosystème, comme les programmes universitaires d'entrepreneuriat et les accélérateurs/incubateurs, peut servir de base pour soutenir davantage les jeunes entrepreneurs au Canada. Ce faisant, il est essentiel de cultiver et de favoriser des liens plus actifs entre les accélérateurs et les incubateurs des deux côtés du Pacifique³³.

Enfin, une partie essentielle de la croissance inclusive et des réseaux de soutien efficaces repose sur le renforcement de la capacité de tous les membres de l'écosystème des MPME à faire progresser l'égalité des genres. Lors de séances de formation du Projet, les ateliers ont été adaptés pour offrir un renforcement des capacités tenant compte de l'inclusion des femmes et des espaces ouverts d'échange de connaissances permettant aux chercheuses et aux femmes entrepreneures d'aborder les problèmes et d'apporter des solutions. Cette formation de sensibilisation à l'inclusion des femmes est donnée par des militantes féministes à l'intention des entrepreneurs et d'autres partenaires locaux. Le Projet a permis de constater que la sensibilisation à l'inclusion des femmes est un moyen efficace et durable de s'attaquer aux problèmes auxquels les femmes entrepreneures doivent faire face, en confrontant directement les préjugés sexistes des entrepreneurs et en adoptant des stratégies d'inclusion des femmes dans les modèles commerciaux de leurs MPME. À la suite, entre autres, des réactions positives des entrepreneurs à la séance de formation en question, nous recommandons que des séances de formation similaires soient organisées en conjonction avec des politiques et des projets favorisant l'inclusion des femmes.

DOMAINE POLITIQUE 3 : RENFORCEMENT DE LA COLLECTE DE DONNÉES DÉSAGRÉGÉES

Grâce aux sondages, aux études et à la mobilisation des parties intéressées, le Projet a permis de constater que les femmes entrepreneures et les jeunes entrepreneurs étaient ceux qui s'impliquaient le plus, mais qui recevaient le moins de services. Afin de combler cette lacune, le Projet cible et aborde les obstacles propres aux femmes entrepreneures grâce à la compilation et l'analyse de données désagrégées selon le genre dans nos sondages. Ce faisant, le Projet fournit des recommandations fondées sur des données probantes et des renseignements qui alimentent les plateformes qu'il s'efforce de créer pour les chercheuses et les formatrices en entrepreneuriat féministes, la consultation avec les ministères consacrés aux femmes et aux jeunes, ainsi que la participation active des femmes dans les réseaux d'entreprises.

³³ Ibid, p. 50, version anglaise.

Le Projet suit l'approche de l'analyse comparative entre les sexes Plus (ACS+) du Canada qui garantit que les informations qu'il recueille sont désagrégées selon le genre, afin de saisir et de refléter les expériences particulières des femmes entrepreneures dans les économies l'APEC. Des études antérieures suggèrent que les femmes sont généralement marginalisées dans l'entrepreneuriat. Le Projet a cherché à mieux comprendre les défis propres à ces entrepreneures et aux MPME dirigées par des femmes, ainsi que les occasions qui leur sont offertes et qu'elles créent pour elles-mêmes dans leurs économies respectives. Pour ce faire, il est essentiel de recueillir des données désagrégées selon le genre, ainsi que des commentaires et des témoignages de femmes entrepreneures.

En plus d'établir des liens avec ces partenaires, le Projet suggère fortement que les contributions et les commentaires de ces parties prenantes soient directement inclus dans les résultats. Dans la mesure du possible, le Projet a cherché à consulter les décideurs politiques des ministères directement concernés par l'autonomisation économique des femmes. Par exemple, au Pérou, le ministère des Femmes et des Populations vulnérables a fourni une assistance majeure quant au contenu et aux questions du sondage national afin de s'assurer que les enjeux pertinents pour les femmes entrepreneures soient abordés. Ces types de collaborations sont essentiels pour œuvrer en faveur de l'égalité des genres et de la consultation préalable des représentants du gouvernement et des ministères du pays qui se concentrent précisément sur l'autonomisation des femmes.

Les collaborations ont joué un rôle important dans deux aspects principaux en se basant sur l'expérience de mise en œuvre du Projet :

1. S'assurer que le paysage complet des enjeux nationaux en matière de genre était compris avant de planifier et d'entreprendre des activités, par exemple en utilisant le thème central du capital humain pour attirer l'attention sur des mesures visant à éliminer la violence et les problèmes de harcèlement sexuel sur le lieu de travail.
2. Encourager les discussions guidées par et pour les femmes entrepreneures sur les ressources existantes et les réseaux de soutien disponibles destinés à celles-ci, ainsi que sur la manière dont ces discussions peuvent être élargies et complétées par des activités de projet.

Dans l'ensemble, la collecte de données désagrégées répond à un besoin important pour les femmes entrepreneures et les jeunes entrepreneurs en permettant de cerner les types de soutien nécessaire dans des domaines tels que l'acquisition de fonds, le renforcement du capital humain et le développement des affaires. Afin d'aider les MPME à sortir de leur phase de démarrage, une compréhension complète de leurs besoins et de leurs objectifs est nécessaire. Le Projet recommande que ces données désagrégées soient ensuite utilisées par les gouvernements à l'échelle municipale ou régionale pour étudier plus attentivement la législation existante en matière d'entrepreneuriat social dans le but de mieux coordonner

les politiques et la législation relatives aux femmes et aux jeunes entre les différents ordres de gouvernement.

Alors que de nouvelles initiatives ne cessent de s'adapter et de donner la priorité aux enjeux liés au genre et aux jeunes, il est important de cibler le soutien et les ressources en fonction des besoins liés à l'entrepreneuriat propres à ces groupes démographiques. Les cadres généraux tels que la politique d'aide internationale féministe (PAIF) du Canada ou la Policy Partnership on Women and the Economy (PPWE) et la feuille de route de La Serena pour les femmes et la croissance inclusive de l'APEC peuvent également servir de base à des données et des études désagrégées qui font du genre, des tendances à long terme et des défis à l'égalité des genres et à la diversité des points essentiels d'examen des conditions ainsi que des normes sociales, économiques et culturelles.

PROMOUVOIR LA CROISSANCE INCLUSIVE

Les études menées dans le cadre du Projet ont fourni un contexte important sur les possibilités et les défis auxquels sont confrontés les MPME et les entrepreneurs, notamment en matière de numérisation, de financement, de services de soutien et d'expansion des marchés. Les gouvernements du monde entier ont jusqu'à présent réagi en créant des politiques fiscales et monétaires pour fournir des ressources aux MPME. À l'avenir, alors que la pandémie de la COVID-19 continue d'affecter la région, le dialogue entre les gouvernements et les acteurs économiques jouera un rôle essentiel dans la mise en place d'une réponse inclusive à la crise et de voies durables de redressement s'appuyant sur les MPME.

Les effets de la pandémie sur les MPME ont cependant également été extrêmement inégaux. Les femmes entrepreneures et les jeunes entrepreneurs ont été particulièrement touchés, creusant le fossé qui existait déjà pour eux en matière d'entrepreneuriat. Les MPME de certains secteurs, comme le tourisme, le textile et la construction, se sont trouvées paralysées, car les mesures de confinement ont arrêté leurs activités et interrompu les chaînes de valeur mondiales. Enfin, les micro et petites entreprises ont été particulièrement mises à mal, car elles disposent de moins de ressources pour résister aux difficultés économiques que les entreprises moyennes.

Principale recommandation : il importe d'entretenir un dialogue entre les gouvernements, les MPME et les autres principales parties prenantes pour réagir à la crise d'une manière inclusive et favoriser une reprise durable. Les gouvernements doivent s'assurer que les besoins des petites entreprises sont pris en compte dans des plans d'action visant à assurer une reprise économique à long terme.

Les mesures politiques visant à soutenir une croissance inclusive et durable des MPME sont les suivantes :

1. Tenir à jour et étendre les données désagrégées afin de mieux comprendre les effets nuancés sur les MPME, notamment les répercussions variables en fonction des différents secteurs d'activité, de la taille des entreprises et de leur nature formelle ou informelle.
2. Afin de garantir des conditions de concurrence équitables, donner accès à toutes les MPME aux infrastructures matérielles et aux services de soutien, même à celles qui se trouvent dans des zones géographiques rurales ou éloignées ainsi que dans des secteurs informels ou non réglementés.
3. Créer des modèles commerciaux inclusifs qui permettent aux MPME de faire la transition vers une économie de l'après-pandémie grâce à l'innovation, l'adaptation et l'entrepreneuriat. Les MPME étant les principaux moteurs de la croissance de la région de l'APEC, il est essentiel d'adopter des pratiques durables à long terme (par exemple, des stratégies incluant les femmes et les jeunes) dans les stratégies commerciales de ces entreprises.

DOMAINE POLITIQUE 1 : CRÉATION DE SOLUTIONS DE CROISSANCE MIEUX CIBLÉES

Il est essentiel de disposer d'une collecte, d'une analyse et d'une communication régulières de données désagrégées, afin de créer des politiques mieux ciblées qui favorisent une croissance inclusive. Ces données doivent notamment concerner les femmes et les jeunes, ainsi que les autres personnes défavorisées en matière d'entrepreneuriat et qui ont été particulièrement touchées par la pandémie.

La collecte de données désagrégées met en lumière les besoins précis des différents entrepreneurs.

Comme cela a été mentionné précédemment, des données désagrégées selon le genre ont été recueillies dans le cadre du Projet afin de cerner les types de soutien dont les femmes, les jeunes et d'autres groupes ont besoin dans des domaines tels que l'acquisition de fonds, le renforcement du capital humain et les affaires³⁴.

Les données désagrégées permettent également de comprendre les différences entre les MPME, en fonction de leur taille, de leur envergure, de leur secteur et de leur industrie. Par exemple, des différences existent entre les entreprises en fonction de leur taille, non seulement au regard des définitions techniques créées par chaque économie respective, mais aussi de la capacité de ces entreprises à accéder à des capitaux, à se formaliser et à absorber les fluctuations de l'économie. Par exemple, les recherches menées dans le cadre du Projet au Pérou ont révélé que seuls 5 % des microentreprises peuvent accéder au système financier réglementé, contre 46 % et 62 % respectivement pour les petites et moyennes entreprises. De leur côté, les entrepreneurs des microentreprises ont également moins de ressources que ceux des petites et moyennes entreprises.

Des sondages et des études supplémentaires sur les MPME sont susceptibles de révéler des domaines importants à prendre en compte lors de la fourniture de services de soutien et de formation. Par exemple, le gouvernement et les acteurs économiques devraient étudier les possibilités offertes aux MPME d'accéder au perfectionnement professionnel, de se former aux applications mobiles et d'utiliser les services d'aide gouvernementaux. Associés à des données désagrégées, ces indicateurs peuvent permettre de proposer des formations et des commentaires personnalisés en fonction des besoins de chacun des sous-groupes.

Le Projet recommande que ces données désagrégées soient conservées de manière sécurisée et utilisées efficacement par tous les ordres de gouvernement dans le but d'élaborer des politiques et des législations inclusives relatives aux MPME. Étant donné que le processus de reprise après la pandémie devrait se dérouler au cours des prochaines années, ces données seront utiles aux

³⁴ Fondation Asie Pacifique du Canada, *Sondage national 2017 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME au Vietnam : Renforcer les capacités des MPME grâce à la technologie et à l'innovation* (Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2017), p. 26, version anglaise.



Photo prise par Afif Kusuma sur Unsplash

gouvernements et aux décideurs politiques pour mieux se concentrer sur les secteurs et les parties de la population qui sont les plus vulnérables et qui sont les plus durement touchés par la pandémie.

DOMAINE POLITIQUE 2 : DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Afin de remédier aux disparités en matière d'entrepreneuriat (notamment en ce qui concerne les femmes, les jeunes et les microentreprises) et de placer les écosystèmes inclusifs au cœur de la solution, il convient de développer les éléments essentiels tels que les infrastructures et les activités de renforcement des capacités de façon à répondre aux besoins précis des différents groupes.

L'accès aux infrastructures est un problème persistant. Or, la disponibilité et la qualité des infrastructures sont largement considérées comme des facteurs essentiels du développement des MPME. Étant donné que la numérisation des MPME deviendra probablement une nouvelle norme à la suite de la pandémie, des questions se posent quant à l'accès Internet, à la technologie et aux logiciels nécessaires pour mener des activités en ligne. Une infrastructure numérique déficiente peut non seulement affaiblir la connectivité, mais aussi creuser le fossé entre les centres urbains, qui sont généralement bien équipés en ressources pour se numériser, et les régions rurales ou éloignées. La géographie, les considérations logistiques ainsi que le temps et les ressources nécessaires pour équiper les régions rurales en vue de la numérisation demeurent un enjeu majeur. Au Pérou, par exemple, les recherches menées dans le cadre du Projet ont mis en évidence la différence de ressources entre les centres urbains et les régions rurales. Pour contrer les disparités régionales croissantes qui pourraient apparaître, les décideurs politiques doivent assurer une distribution équitable des ressources aux régions situées en dehors des centres urbains, en investissant dans la modernisation des services publics.

L'accès aux infrastructures et au soutien aux MPME doit également être équitable pour les différents groupes. Lors des sondages précédents menés dans le cadre du Projet, une proportion importante des répondants a déclaré que leur entreprise n'avait accès à aucun service de soutien. D'autres résultats suggèrent que les femmes entrepreneures ont plus de mal à accéder à ces services que leurs homologues masculins.

En outre, concernant le renforcement des capacités, notamment les programmes de soutien aux MPME et les plateformes de formation, les gouvernements doivent prendre davantage en considération l'inclusion des MPME situées dans des collectivités rurales ou éloignées. Cela met également en évidence un autre groupe important qui doit être pris en compte, celui des peuples autochtones. Il convient de veiller à l'inclusion de ce groupe et de garantir la croissance des MPME dirigées par des entrepreneurs autochtones à titre de secteur de croissance dynamique.

Les gouvernements ont la possibilité de centraliser les renseignements sur les infrastructures et les programmes de soutien disponibles grâce à des plateformes existantes qui sont déjà utilisées par les entrepreneurs, comme les centres Go Negosyo aux Philippines et Emprendedor Peruano au Pérou. En outre, les gouvernements doivent tenir compte de la clarté et de l'accessibilité des réglementations afin de favoriser un environnement réglementaire inclusif et participatif dans lequel les MPME peuvent plus facilement s'orienter.

DOMAINE POLITIQUE 3 : ATTEINTE D'UNE CROISSANCE DURABLE AU NIVEAU LOCAL

Un élément nécessaire de la croissance inclusive est le partenariat et la collaboration intentionnels entre le gouvernement et les acteurs entrepreneuriaux locaux qui se consacrent à l'autonomisation économique des MPME. Cette collaboration est essentielle, car elle permet de s'assurer que les politiques, les études, la programmation et les autres travaux sont éclairés par les acteurs locaux et sont durables à long terme.

De plus, cette collaboration peut aider les gouvernements à adopter des politiques tournées vers l'avenir qui soutiennent les MPME. Il peut s'agir de promouvoir des pratiques commerciales durables et qui offrent aux MPME la formation et les outils nécessaires à la croissance durable au niveau local. Parmi ces pratiques, on peut citer l'octroi de financement et de subventions selon des indicateurs et des pratiques exemplaires en matière de durabilité; les programmes de formation sur la durabilité; les écosystèmes collaboratifs; et la production participative d'applications et plateformes qui favorisent les pratiques durables.

La durabilité environnementale est un élément important de la croissance inclusive. Les MPME doivent organiser leur logistique, leur distribution et leurs autres activités commerciales en conséquence. Les données recueillies lors du sondage mené dans le cadre du Projet montrent que les femmes entrepreneures et les jeunes entrepreneurs sont plus enclins à intégrer des pratiques commerciales durables sur le plan environnemental. Dans les quatre économies étudiées, ces groupes sont systématiquement plus nombreux que leurs homologues à déclarer que la durabilité environnementale figure parmi les trois priorités absolues de leur MPME. Cette constatation suggère que

l'augmentation des ressources, à travers l'investissement, le réseautage, le partage des connaissances et autres, renforcerait la motivation et la capacité des MPME à mettre en place des pratiques commerciales durables.

FIGURE 11. La durabilité environnementale fait partie des trois priorités absolues de l'entreprise en ligne selon le genre

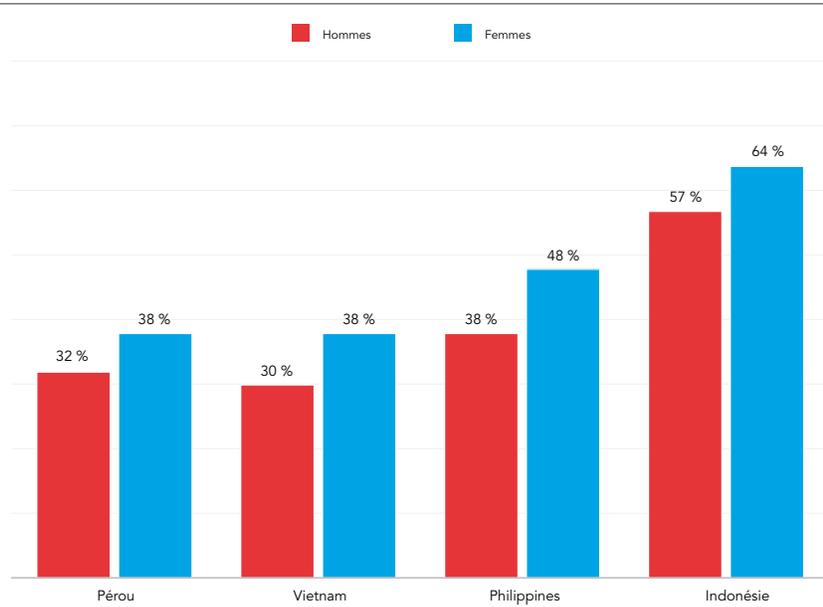
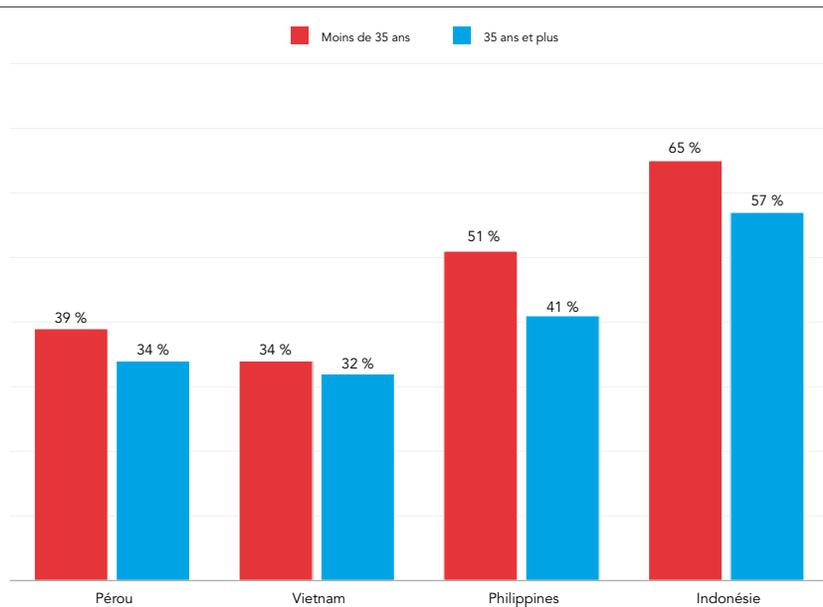


FIGURE 12. La durabilité environnementale fait partie des trois priorités absolues de l'entreprise en ligne selon l'âge



Ainsi, la création de réseaux, de pôles de partage des connaissances et de pôles de mobilisation des ressources pour engendrer une croissance durable doit être davantage mise en avant. Par exemple, les gouvernements et les acteurs économiques peuvent investir dans de jeunes entreprises axées sur la durabilité, dans le but de susciter un intérêt et des idées pour une croissance innovante et durable dans la région. En Indonésie, le Projet a présenté Evoware, une jeune entreprise spécialisée dans l'élaboration de matériaux de remplacement du plastique faits d'algues. Le Projet recommande que des exemples similaires soient utilisés pour informer les entrepreneurs des diverses possibilités d'intégrer la durabilité environnementale dans les pratiques commerciales. En outre, les jeunes entreprises comme Evoware peuvent servir de mentors à des MPME plus récentes, en particulier à des entreprises sociales qui souhaitent se lancer dans des activités similaires. Ce mentorat peut guider des entrepreneurs aux idées proches vers des interlocuteurs essentiels, des financements et d'autres ressources dont ils ont besoin.

À long terme, les gouvernements doivent se concentrer sur la reprise et l'élargissement des activités commerciales. Dans ce processus, ils devraient également considérer des politiques qui favorisent la reconstruction en mieux. Plutôt que de s'attacher à ramener l'économie à sa croissance d'avant la pandémie, les politiques devraient viser à encourager le virage écologique des activités et des produits des entreprises. Ainsi, le programme d'action devrait définir la relance équitable comme une recherche conjointe de solutions entre les gouvernements, les acteurs de la société civile et les MPME.

ÉTUDES FUTURES ET DOMAINES À CONSIDÉRER

Les études menées en Indonésie, au Pérou, aux Philippines et au Vietnam dans le cadre du Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises ont mis en évidence les obstacles auxquels sont confrontés les MPME et les entrepreneurs, ainsi que les défis particuliers auxquels doivent faire face les femmes entrepreneures et les jeunes entrepreneurs. Alors que la région de l'APEC se remet progressivement des effets de la COVID-19, on doit impérativement prioriser l'allègement du lourd fardeau qui pèse sur les MPME, lesquelles avancent toujours en territoire inconnu pendant que la crise sanitaire mondiale continue d'affecter la stabilité économique et la sécurité d'emploi.

Les recherches menées dans le cadre du Projet ont permis de repérer les domaines du renforcement des capacités des MPME qui doivent faire l'objet de mesures à court terme et de stratégies à long terme. Les recommandations du présent rapport sont également inspirées des recommandations existantes de l'APEC et d'autres organismes internationaux, comme celles du plan stratégique de 2021-2024 du Groupe de travail sur les petites et moyennes entreprises (GTPME).

Comme ce rapport l'a souligné, les plans de mise en œuvre à long terme doivent mettre l'accent sur la croissance postpandémique et soutenir les femmes entrepreneures ainsi que les jeunes entrepreneurs. Ils doivent fournir une assistance technique aux MPME et aux entrepreneures sous la forme d'une aide axée sur la transformation numérique et des moyens d'accéder au financement et aux services de soutien tout en incitant les MPME à se tourner vers les marchés internationaux en élargissant leur accès aux marchés mondiaux.

La présente étude a déjà mentionné un certain nombre de visions et de cadres politiques régionaux visant les MPME, notamment le plan stratégique de 2021-2024 du Groupe de travail sur les petites et moyennes entreprises (GTPME) et la Vision de Putrajaya de l'APEC pour 2040. En accord avec ces plans d'action, des études supplémentaires sont nécessaires dans un certain nombre de domaines émergents afin d'élargir les connaissances sur les besoins stratégiques particuliers et les souhaits des MPME. Voici quelques exemples des domaines en question :

1. **Entrepreneuriat numérique** : Alors que la pandémie de la COVID-19 continue de catalyser la transformation numérique, l'accélération des nouveaux systèmes technologiques donnera naissance à des entrepreneurs numériques qui auront de nouveaux débouchés, en raison de la capacité accrue à accéder aux marchés internationaux. Si l'économie numérique peut améliorer la capacité des groupes traditionnellement marginalisés à participer à ces marchés numériques sans frontières, cette plus grande participation économique a non seulement le potentiel

de stimuler une croissance inclusive, mais peut permettre aux entrepreneurs d'accéder à de nouveaux talents et débouchés au-delà de leurs frontières physiques traditionnelles³⁵. Toutefois, outre les nouveaux débouchés, de nouvelles préoccupations apparaîtront également, notamment en matière de protection des clients et de confidentialité des données. D'autres études seront nécessaires pour mieux comprendre les répercussions des technologies numériques sur l'entrepreneuriat et la façon dont les effets de la pandémie peuvent engendrer de nouveaux marchés numériques pour les MPME. En s'appuyant sur les études antérieures menées dans le cadre du Projet sur la technologie et l'innovation, on recommande que les études à venir se concentrent expressément sur l'entrepreneuriat numérique ainsi que sur les technologies, logiciels, plateformes et autres éléments qui permettent aux MPME d'élargir leurs marchés, leur clientèle et leurs activités grâce aux espaces commerciaux numériques.

- 2. Croissance des PME et écosystèmes inclusifs :** Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la pandémie présente le risque de perte des gains réalisés dans les domaines de l'égalité des genres et de la participation équitable des groupes marginalisés au marché du travail³⁶. Dans leurs réflexions relatives à la reprise économique après la pandémie, les gouvernements devraient continuer à soutenir la diversification de la main-d'œuvre des MPME, notamment en s'appuyant sur la diversité des genres, sur un accès et sur des possibilités pour les MPME rurales là où l'infrastructure technologique peut être moins accessible, ainsi que sur des politiques qui garantissent que le fossé numérique ne prive pas les femmes, les jeunes et d'autres groupes d'une formation et d'une éducation adéquates en matière de technologie et de culture numérique. En se fondant sur les études antérieures menées dans le cadre du Projet sur l'égalité des genres et la durabilité, il est essentiel que les économies tiennent compte des recommandations d'initiatives telles que la Vision de Putrajaya de l'APEC pour 2040. Ces initiatives évoquent explicitement la nécessité d'assurer une croissance forte, équilibrée, sûre, durable et inclusive grâce à un développement inclusif des ressources humaines, à la coopération économique et technique, ainsi qu'à des politiques générales qui permettront de faire face aux changements climatiques, aux conditions météorologiques extrêmes et aux catastrophes naturelles. Les mesures politiques devront être étudiées plus avant pour évaluer leur efficacité.

³⁵ Brian A Wong, « How Digital Entrepreneurs Will Help Shape the World after the COVID-19 Pandemic », consulté le 3 avril 2021, <https://www.weforum.org/agenda/2020/06/entrepreneurs-must-embrace-digital-during-pandemic-for-society>.

³⁶ United Nations Conference on Trade and Development, « Global Initiative towards post-Covid-19 resurgence of the MSME sector », consulté le 20 mars 2021, <https://unctad.org/project/global-initiative-towards-post-covid-19-resurgence-msme-sector>.

- 3. Compétitivité des MPME et accès aux marchés internationaux :** Alors que les nouveaux débouchés sur les marchés numériques sans frontières continuent de s'ouvrir aux MPME, il est vital que ces entreprises reçoivent le soutien nécessaire non seulement pour se développer sur ces marchés, mais aussi pour être compétitives par rapport aux autres MPME et aux grandes entreprises. À ce titre, les politiques et les discussions relatives à l'expansion des marchés doivent mettre l'accent sur les marchés numériques, ainsi que sur les exigences et les obstacles à l'entrée des MPME sur ces marchés. Cela comprend l'amélioration des compétences numériques, comme l'utilisation efficace des stratégies commerciales numériques sur les médias sociaux, ainsi que la formation sur les réglementations et les exigences propres aux marchés numériques. En plus de ce soutien, les gouvernements, les associations commerciales et les partenaires de l'écosystème local doivent aider les MPME à passer du statut d'entreprises nationales à celui d'entreprises tournées vers l'extérieur. Pour ce faire, ils doivent encourager un changement d'état d'esprit afin que les MPME voient leur potentiel à se développer sur les marchés internationaux. Ce changement d'état d'esprit peut être renforcé par un mentorat avec des MPME qui ont réussi à percer les marchés étrangers ainsi que par des cours de formation sur l'expansion vers d'autres marchés. Enfin, il est indispensable qu'il y ait des échanges efficaces entre le gouvernement et les entreprises, en particulier dans le domaine des exportations. Les gouvernements doivent fournir aux MPME des renseignements accessibles et clairs sur les réglementations et les exigences relatives à l'expansion vers des marchés étrangers. De plus, les gouvernements peuvent aider les MPME dans ce domaine à l'aide de pratiques d'approvisionnement et de participations à des missions commerciales internationales. Dans l'ensemble, les recherches dans le domaine complètent les études menées dans le cadre du Projet sur l'accès aux marchés et elles recommandent, dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, de réexaminer des initiatives telles que le Programme d'action de Boracay pour la mondialisation des MPME. Celui-ci souligne qu'en « encourageant les cultures de transparence réglementaire dans les économies de l'APEC, celle-ci offrira aux MPME davantage de possibilités de commenter les nouvelles réglementations, les examens de la réglementation et les études d'impact de la réglementation, quel que soit leur emplacement géographique » (traduction libre).
- 4. Innovation pour les microentreprises et les jeunes entreprises :** L'un des domaines prioritaires du plan stratégique de 2021-2024 du Groupe de travail sur les petites et moyennes entreprises (GTPME) de l'APEC est « l'entrepreneuriat, l'innovation et les jeunes entreprises » (traduction libre). Il se concentre sur l'amélioration de l'environnement commercial des jeunes entreprises, sur la promotion de l'innovation, sur la création de possibilités pour les femmes et les jeunes, ainsi que sur la promotion de l'entrepreneuriat social. Dans la droite

ligne de ce domaine prioritaire, le Projet recommande aux gouvernements de répondre aux besoins particuliers des MPME en fonction de leur niveau de maturité et de leur taille. Si les recherches menées dans le cadre du Projet ont jusqu'à présent analysé les tendances générales des MPME en tant que groupe homogène, notamment dans le domaine de la technologie et de l'innovation, il est évident que des types d'entreprises précis nécessitent des solutions ciblées. Les microentreprises, les MPME en phase de démarrage et les jeunes entreprises ont des besoins différents de ceux des entreprises établies. Ces besoins sont généralement liés à un manque d'accès à des capitaux, à un manque de réseaux et de connaissances dans le domaine de l'entrepreneuriat ainsi qu'à un manque de confiance des investisseurs. Tout d'abord, en raison de leur taille, les microentreprises ont généralement besoin d'un soutien plus important pour accéder à des fonds, à de la formation et à du capital humain, ainsi qu'à des marchés, par rapport aux petites et moyennes entreprises³⁷. Il est important que les gouvernements apportent un soutien ciblé aux entrepreneurs qui dirigent des microentreprises. Deuxièmement, les jeunes entreprises ont besoin d'un écosystème d'innovation local favorable, afin de stimuler leur potentiel de croissance et de contribution à la reprise économique nationale. Il est possible de s'appuyer sur les recherches existantes de l'APEC, comme l'initiative de l'APEC sur la promotion des jeunes entreprises innovantes. Ces recherches soulignent que les gouvernements devraient fournir un soutien institutionnel et investir des ressources dans le dispositif d'innovation local, notamment au moyen de financements et de subventions, en facilitant les partenariats entre le secteur public et le secteur des PME avec des possibilités concurrentielles ainsi qu'en soutenant la numérisation.

- 5. Marchés informels, collectivités urbaines par rapport aux collectivités rurales et aux collectivités éloignées :** Les recherches effectuées dans le cadre du Projet ont également révélé que les besoins et les capacités des MPME sont déterminés en fonction de leur statut formel ou informel, ainsi que de leur emplacement géographique. Ces deux facteurs peuvent agir comme des aspects déterminants de la réalité des MPME en plus de constituer des obstacles structurels à la réussite des entreprises. De plus, ils conditionnent les occasions et les défis auxquels les MPME sont confrontées, comme l'accès aux services de soutien et la présence d'une infrastructure numérique solide. Si l'on considère la question du soutien aux MPME, celles qui sont informelles ou non enregistrées passent souvent entre les mailles des mesures de soutien pour faire face à la pandémie de la COVID-19, en raison de leur inéligibilité à recevoir les aides prévues. Par conséquent, de nombreuses entreprises qui ont désespérément

³⁷ Giulia Ajmone Marsan et Lina Maulidina Sabrina, *ASEAN MSMEs in a COVID-19 World: Innovation and Skills for the Post-Pandemic Recovery – Lessons from ERIA MSMEs Talks 6–10* (Jakarta : Economic Research Institute for ASEAN and East Asia, 2021), p. 13.



Photo prise par Peter Hammer sur Unsplash

besoin de soutien ne peuvent y accéder. Il faut donc s'attaquer au caractère informel des MPME en simplifiant les modalités d'enregistrement des entreprises et en démontrant les avantages de la formalisation. En ce qui concerne la question de la solidité de l'infrastructure numérique, la géographie peut déterminer les ressources et les réseaux auxquels les MPME ont accès, créant ainsi un obstacle structurel à leur entrée réussie dans l'économie numérique et, plus généralement, empêchant les entrepreneurs ruraux de percer de nouveaux marchés. Les décideurs politiques doivent assurer une distribution équitable des ressources aux régions situées en dehors des centres urbains, en investissant dans la modernisation des services publics, afin de garantir que toutes les MPME puissent profiter de la numérisation et de l'économie numérique.

À long terme, la Vision de Putrajaya de l'APEC pour 2040 a formulé un engagement régional pour mettre au premier plan du programme des 21 économies membres de l'APEC (1) le commerce et l'investissement, (2) l'innovation et la numérisation, et (3) une croissance forte, équilibrée, sûre, durable et inclusive. Alors que la planification et l'élaboration des priorités de croissance après la pandémie sont en cours, les économies de l'APEC bénéficieront d'une meilleure coordination des programmes d'action et des calendriers de mise en œuvre, afin de garantir des résultats rapides. La collaboration, la coopération et la communication entre les membres de l'APEC, et plus largement entre toutes les économies de l'Asie-Pacifique, seront nécessaires pour partager les pratiques exemplaires et traduire les études sur le terrain en politiques favorables aux MPME et à l'entrepreneuriat dans toute la région de l'APEC. Il est essentiel que les membres de l'APEC apprennent des réussites des autres, car les économies s'efforcent de sortir de la pandémie en offrant des résultats équitables à toutes les populations.

De plus, les membres de l'APEC doivent continuer de fonder leurs recherches sur les cadres et recommandations existants fournis par l'organisme, notamment la feuille de route de La Serena pour les femmes et la croissance inclusive et le Programme d'action de Boracay pour la mondialisation des MPME. Parallèlement, il existe d'autres cadres régionaux, tels que l'ASEAN Strategic Action Plan for SME Development 2016-2025, qui offrent des points de vue complémentaires aux initiatives abordées dans

le présent rapport. L'adhésion aux cadres existants facilitera la mise en œuvre et le suivi des progrès, en fournissant une base commune et des lignes directrices à toutes les économies de la région. Les études et les programmes d'initiatives telles que le Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises jouent également un rôle essentiel en permettant de collaborer avec des partenaires existants sur le terrain et en facilitant les relations directes avec les MPME grâce à des événements de formation et à un programme de mentorat. À court terme, ces initiatives constituent un engagement en faveur d'une reprise économique inclusive, durable et rapide après la pandémie de la COVID-19. À long terme, elles contribueront également à soutenir la croissance dans la région en réduisant les obstacles à l'emploi, en fournissant une assistance aux collectivités locales et en consolidant les capacités des MPME qui, en fin de compte, renforcent les économies.

RÉFÉRENCES

Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, *ASEAN Strategic Action Plan for SME Development, 2016-2025*, Jakarta : Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, 2015.

Banque mondiale, *From Containment to Recovery: Economic Update for East Asia and the Pacific*, Washington, DC : Banque mondiale, 2020.

Banque mondiale, « Small and Medium Enterprises (SMEs) Finance », consulté le 30 mars 2021, <https://www.worldbank.org/en/topic/smefinance>.

Brachowicz, Alexandra Ames et Carla Grados Villamar, *The Existing Landscape of Social Entrepreneurship in Peru*, Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2020.

Capri, Alex, *Les micro et petites entreprises dans l'économie numérique de l'Indonésie*, Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2019.

Centre international de formation, « Supporting SMEs During COVID-19 », consulté le 30 mars 2021, <https://www.itcilo.org/courses/supporting-smes-during-covid-19>.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, « Global Initiative towards post-Covid-19 resurgence of the MSME sector », consulté le 30 mars 2021, <https://unctad.org/project/global-initiative-towards-post-covid-19-resurgence-msme-sector>.

Coopération économique Asie-Pacifique, « APEC Putrajaya Vision 2040 », consulté le 30 mars 2021, https://www.apec.org/Meeting-Papers/Leaders-Declarations/2020/2020_aelm/Annex-A.

Fondation Asie Pacifique du Canada, *Sondage 2017 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME au Vietnam : Renforcer les capacités des MPME grâce à la technologie et à l'innovation*, Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2017.

Fondation Asie Pacifique du Canada, *Sondage 2018 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME en Indonésie : Renforcer les capacités des MPME grâce au capital humain*, Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2018.

Fondation Asie Pacifique du Canada, *Sondage 2018 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME aux Philippines : Renforcer les capacités des MPME grâce à l'accès aux marchés*, Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2018.

Fondation Asie Pacifique du Canada, *Sondage 2020 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME au Pérou : Renforcer les capacités des MPME grâce à l'entrepreneuriat social*, Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2020.

Fondation Cherie Blair pour les femmes, « Women Entrepreneurs: Surviving the Pandemic and Beyond: Annual Audit of Women Entrepreneurs in Low and Middle Income Countries », consulté le 3 avril 2021, <https://cherieblairfoundation.org/annual-audit-2020/>.

Fondation Cherie Blair pour les femmes, *Mentoring Women in Business Programme: Final Report on the 2018 Asia Pacific Foundation Canada Mentees*, Londres : Fondation Cherie Blair pour les femmes, 2018.

Francisco, Jamil Paolo et Tristan Canare, *Les défis de l'accès au marché des PME aux Philippines et le rôle des associations de gens d'affaires*, Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2019.

Global Entrepreneurship Monitor, « Entrepreneurial Framework Conditions – Government Programs », consulté le 30 mars 2021, <https://www.gemconsortium.org/data>.

Marsan, Giulia Ajmone et Lina Maulidina Sabrina, *ASEAN MSMEs in a COVID-19 World: Innovation and Skills for the Post-Pandemic Recovery – Lessons from ERIA MSMEs Talks 6–10*, Jakarta : Economic Research Institute for ASEAN and East Asia, 2021.

Newton, Elizabeth, Jonathan Berkowitz, Alexandra Mann et Charlie Shi. *Alimenter les jeunes entreprises de haute technologie : Renforcer les capacités des MPME grâce à la technologie et à l'innovation*, Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2018.

Partenariat mondial pour l'inclusion financière et G20, *G20 Policy Guide : Digitisation and Informality - Harnessing Digital Financial Inclusion for Individuals and MSMEs in The Informal Economy*, Partenariat mondial pour l'inclusion financière, 2018.

Phan Lan H., Hieu M. Tu et Thomas Borgert. *Politique sur l'innovation favorisant la croissance des MPME : Pratiques exemplaires et implications pour le Vietnam et les autres économies en développement de l'APEC*, Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada, 2018.

Snyder, Monteze, Fran Berry et Paul Mavima, « Gender Policy in Development Assistance: Improving Implementation Results », *World Development*, vol. 24, no 9, 1996.

Société financière internationale, *IFC Jobs Study: Assessing Private Sector Contributions to Job Creation and Poverty Reduction*, Washington, DC : Société financière internationale, 2013.

Wong, Brian A. « How Digital Entrepreneurs Will Help Shape the World After the COVID-19 Pandemic », consulté le 3 avril 2021, <https://www.weforum.org/agenda/2020/06/entrepreneurs-must-embrace-digital-during-pandemic-for-society>.

ANNEXES

ANNEXE A : CADRE CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIE

CADRE CONCEPTUEL

En accord avec la littérature qui a cherché à améliorer les résultats de la mise en œuvre des projets de développement, le Projet a mis l'accent sur la participation des clients et des parties prenantes à la conception et à la mise en œuvre des recommandations politiques ainsi qu'à la mise en œuvre des activités locales. Par exemple, la littérature sur la mise en œuvre des projets de développement international met en évidence diverses feuilles de route qui intègrent différentes parties prenantes dans le processus de prise de décision politique. Cette littérature a mis l'accent sur une large participation publique d'une grande diversité de parties prenantes et de partenaires, du début à la fin de la mise en œuvre des projets de développement international³⁸.

Fort de cette littérature, le Projet s'est efforcé d'évaluer et d'aborder ces enjeux au moyen d'études sur le terrain, de collecte de données et d'activités de renforcement des capacités, notamment des séances de formation, des ateliers sur les politiques et un programme de mentorat destiné aux femmes entrepreneures. Ce faisant, le Projet vise à fournir des données empiriques supplémentaires sur les défis auxquels sont confrontés les MPME et les entrepreneurs, notamment des résultats désagrégés selon le genre et l'âge.

Comme d'autres études l'ont souligné, une large participation du public ainsi qu'une coordination de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques sont nécessaires, en particulier lorsque « des changements sont en jeu » et que « les gens doivent avoir la possibilité de développer une compréhension et des appréciations communes qui favoriseront la mise en œuvre des objectifs politiques³⁹ » (traduction libre). Jouant le rôle de pôle de mobilisation des connaissances, le Projet a diffusé son travail au moyen d'une approche à deux volets. D'une part, le Projet propose des ateliers de formation et sur les politiques locales dans le but de situer et de traduire les recommandations dans le contexte local quotidien dans lequel les MPME opèrent. D'autre part, il fournit également ces recommandations à des organismes multilatéraux plus importants, comme le Groupe de travail sur les petites et moyennes entreprises (GTPME) de l'APEC. Le processus de collaboration avec les parties prenantes comprend une collaboration et un dialogue croisés à travers les différents aspects du projet qui incluent les parties

³⁸ Monteze Snyder, Fran Berry et Paul Mavima, « Gender Policy in Development Assistance: Improving implementation results », *World Development*, vol. 24, no 9, 1996, p. 1489.

³⁹ Ibid.

prenantes et les participants dès le début du processus de conception et qui alimentent un modèle de dialogue, de recherche et d'action. Cela a de cette manière permis d'optimiser la participation des parties prenantes ainsi que la formulation de politiques favorisant l'inclusion des femmes.

CADRES D'ORIENTATION DU PROJET

Le Projet est en adéquation avec la vision et les priorités du Groupe de travail sur les petites et moyennes entreprises (GTPME) de l'APEC, qui constitue un forum régional permettant aux décideurs politiques de se réunir et de discuter des défis ou des interventions politiques visant à aider les entrepreneurs. En octobre 2020, après avoir organisé sa première rencontre entièrement virtuelle, le GTPME de l'APEC a adopté son nouveau plan stratégique pour la période 2021-2024, afin de mettre en évidence et de résoudre les défis auxquels les MPME sont confrontées pendant la pandémie. Les domaines prioritaires de ce plan sont les suivants :

- l'entrepreneuriat, l'innovation et les jeunes entreprises;
- l'accès des PME aux marchés internationaux et les chaînes de valeur mondiales;
- le renforcement inclusif des capacités en vue de la numérisation;
- l'accès au financement et aux solutions financières de rechange;
- les échanges entre le gouvernement et les entreprises.

Conformément à ces priorités, les résultats du Projet fournissent des indicateurs de convergence avec un grand nombre d'initiatives existantes, mais ajoutent également les expériences riches des MPME ainsi que les données des sondages qui éclairent davantage les réalités sur le terrain auxquelles les MPME sont confrontées.

Au cours de sa mise en œuvre, le Projet a également harmonisé ses valeurs avec d'autres initiatives de l'APEC. En particulier, le Projet a cherché à mener un programme d'inclusion des femmes, tirant parti du potentiel économique des femmes et des jeunes. La Policy Partnership on Women and the Economy (PPWE) de l'APEC a souligné l'importance de l'autonomisation économique des femmes dans cinq domaines essentiels, notamment l'accès à des capitaux; l'accès au marché; le renforcement des compétences et des capacités; le leadership et la représentation des femmes; ainsi que l'innovation et la technologie. Plus récemment, en 2019, à l'initiative et sous la direction du Chili, la feuille de route de La Serena pour les femmes et la croissance inclusive (2019-2030) a également fourni un forum de partage de renseignements et de renforcement des capacités.

Ces approches sont également renforcées par la Politique d'aide internationale féministe du Canada, qui fait aussi écho à l'importance que les femmes et les filles réalisent leur plein potentiel afin de pouvoir

participer pleinement à la vie économique. Cette politique, inspirée par l'analyse comparative entre les sexes Plus (ACS+), a aussi permis de collecter des données désagrégées selon le genre. Une telle approche renforce encore l'importance des données et des études désagrégées dans l'examen des diverses conditions et normes sociales, économiques ou culturelles. Toutes les initiatives mentionnées ci-dessus complètent les cadres internationaux généraux, notamment le cinquième objectif de développement durable des Nations unies sur l'égalité des sexes, qui souligne que l'autonomisation économique des femmes et des filles est non seulement indispensable à un avenir durable, mais aussi que de grandes inégalités entre les hommes et les femmes subsistent, notamment sur le marché du travail.

Outre les connaissances et les données recueillies au cours des quatre années de mise en œuvre du Projet, les recommandations présentées dans les sections suivantes sont particulièrement inspirées par un certain nombre de feuilles de route internationales, notamment les projets suivants de l'APEC : le plan stratégique de 2020-2025 du Groupe de travail sur les petites et moyennes entreprises (GTPME), la Policy Partnership on Women and the Economy (PPWE), la feuille de route de La Serena pour les femmes et la croissance inclusive (2019-2030) et la Vision de Putrajaya de l'APEC pour 2040.

MÉTHODOLOGIE ET DOMAINES D'ANALYSE

Le présent document de synthèse porte sur six domaines thématiques qui constituent ses principaux axes d'analyse. Ces thèmes sont basés sur les études menées dans le cadre du Projet (détaillées ci-dessous) ainsi que sur des recherches secondaires supplémentaires effectuées pour fournir un contexte général du renforcement des capacités des MPME pendant la pandémie de la COVID-19.

ÉTUDES SUR LE TERRAIN :

Le présent document a été rédigé à partir des activités de renforcement des capacités, des études et des programmes réalisés sur le terrain avec les entrepreneurs et les MPME dans le cadre du Projet. Cela comprendra un état des lieux des études, des rapports sur les sondages nationaux annuels, de la programmation des événements sur le terrain et des résultats du programme de mentorat pour les femmes entrepreneures.

DONNÉES DES SONDAGES NATIONAUX :

Les données des sondages réalisés auprès des entrepreneurs et des MPME ont été recueillies dans le cadre de sondages nationaux menés dans chaque économie étudiée. De 2017 à 2019, le Projet a permis d'interroger plus de 1 800 fondateurs et employés de MPME sur un certain nombre de questions et de politiques liées aux MPME et à leur croissance. Chaque ensemble de données a été recueilli au cours de différentes années, coïncidant avec les activités de terrain du Projet dans chaque économie.

MISES EN GARDE :

Il convient de noter que la programmation et les travaux de sondage du Projet ont été menés avant la pandémie de la COVID-19. Par conséquent, les études et les données actuelles du Projet ne permettent pas de commenter directement la situation des MPME pendant la pandémie. Tenant compte de cette limitation, le présent document utilise les études et les données des sondages du Projet pour illustrer la situation et les défis dans chacun des domaines thématiques avant la pandémie, afin de cerner les domaines d'actions importants pour le renforcement des capacités des MPME à l'avenir.

Il est également important de noter que les données des sondages reflètent les caractéristiques démographiques particulières des entrepreneurs et des MPME dans les quatre économies visées par le Projet. Les données des sondages présentent en grande partie les points de vue des entrepreneurs qui dirigent une microentreprise, qui ont fondé leur propre MPME et qui se trouvent dans les centres urbains de leurs économies respectives.

En outre, les données des sondages ont été recueillies dans chaque économie au cours d'années différentes⁴⁰. Par conséquent, il existe des différences importantes quant aux données démographiques des personnes et des entreprises entre les quatre ensembles de données. La comparaison des données dans le présent document tient compte de ces mises en garde et compare principalement les résultats descriptifs des quatre ensembles de données pour fournir un contexte dans chaque domaine thématique.

⁴⁰ Les sondages nationaux menés dans le cadre du Projet ont été réalisés au Vietnam en 2017, en Indonésie et aux Philippines en 2018, au Pérou en 2019.

ANNEXE B : LISTE DES ACTIVITÉS DU PROJET APEC-CANADA POUR L'EXPANSION DU PARTENARIAT DES ENTREPRISES

VIETNAM – TECHNOLOGIE ET INNOVATION

ÉTUDES ET POLITIQUES

- Sondage 2017 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME au Vietnam : Renforcer les capacités des MPME grâce à la technologie et à l'innovation
- Micro, petites et moyennes entreprises du secteur agroalimentaire : Une étude des Philippines, du Vietnam et du Pérou
- Politique sur l'innovation favorisant la croissance des MPME : Pratiques exemplaires et implications pour le Vietnam et les autres économies en développement de l'APEC
- Alimenter les jeunes entreprises de haute technologie : Renforcer les capacités des MPME grâce à la technologie et à l'innovation
- Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC (ABAC) : Symposium du Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises sur la technologie et l'innovation – 25 juillet 2017, Toronto, Ontario
- Symposium sur les jeunes entreprises et les MPME innovantes et dynamiques – 11 septembre 2017, Hô Chi Minh-Ville, Vietnam

BOÎTE À OUTILS ET FORMATION POUR LES MPME

- Boîte à outils du Vietnam destinée aux entrepreneurs et aux MPME : Technologie et innovation
- Séance de formation sur la technologie et l'innovation – 10 novembre 2017, Da Nang, Vietnam

PHILIPPINES – ACCÈS AUX MARCHÉS

ÉTUDES ET POLITIQUES

- Sondage 2018 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME aux Philippines : Renforcer les capacités des MPME grâce à l'accès aux marchés
- Étude de cas de l'utilisation de la technologie transactionnelle de la chaîne de blocs pour assurer la démocratisation et la transparence chez les producteurs de café philippines

- Rôle des associations commerciales et des chambres de commerce dans le développement des PME et l'accès aux marchés
- Moteurs entrepreneuriaux du secteur de l'agrotechnologie en Asie du Sud-Est : Répercussions sur le développement des PME régionales et pistes à explorer au Canada
- Percer pour un potentiel accès aux marchés des MPME aux Philippines – 3 juillet 2018, Manila, Philippines

BOÎTE À OUTILS ET FORMATION POUR LES MPME

- Boîte à outils des Philippines destinée aux entrepreneurs et aux MPME : Accès aux marchés
- Angat Negosyo : Développer les MPME philippines locales et internationales - 17 novembre 2018, Manila, Philippines

INDONÉSIE – CAPITAL HUMAIN

ÉTUDES ET POLITIQUES

- Sondage 2018 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME en Indonésie : Renforcer les capacités des MPME grâce au capital humain
- Rôles des genres dans le développement des petites microentreprises en Indonésie : Une analyse au niveau de l'entreprise
- Les micro et petites entreprises dans l'économie numérique de l'Indonésie
- Capital humain pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) en Indonésie : Interactive Effects of Individual-Level Factors and Institutional Conditions
- La formation professionnelle : Favoriser une main-d'œuvre solide pour les MPME en Indonésie – 5 juillet 2018, Jakarta, Indonésie

BOÎTE À OUTILS ET FORMATION POUR LES MPME

- Boîte à outils de l'Indonésie destinée aux entrepreneurs et aux MPME : Capital humain
- Le #JOURDEFORMATION permet à votre petite entreprise de se développer en Indonésie – 21 novembre 2018, Jakarta, Indonésie

PÉROU – ENTREPRENEURIAT SOCIAL

ÉTUDES ET POLITIQUES

- Sondage 2020 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME au Pérou : Entrepreneuriat social
- Le paysage actuel de l'entrepreneuriat social au Pérou
- Micro, petites et moyennes entreprises et entrepreneuriat social au Pérou : Considérations sur les économies minières de l'APEC
- Financement pour l'entrepreneuriat social au Pérou
- Acteurs du changement : Soutenir les entreprises sociales au Pérou – 15 mai 2019, Lima, Pérou

BOÎTE À OUTILS ET FORMATION POUR LES MPME

- Boîte à outils du Pérou destinée aux entrepreneurs et aux MPME : Entrepreneuriat social
- Journée de formation sur les MPME, la compétitivité et l'innovation sociale au Pérou – 14 septembre 2019, Lima, Pérou
- Journée de formation sur les MPME, la compétitivité et l'innovation sociale au Pérou – 14 septembre 2019, Lima, Pérou
- Développer les MPME et l'entrepreneuriat social au Pérou : Une table ronde virtuelle – 14 octobre 2020, événement virtuel

ANNEXE C : DÉFINITIONS DES MPME SELON L'ÉCONOMIE

Économie	Microentreprise	Petite entreprise	Moyenne entreprise
Canada	Entreprises de 1 à 5 employés.	Entreprises de 1 à 99 employés (le seuil peut varier selon le secteur, par exemple, moins de 100 employés pour les entreprises productrices de biens et jusqu'à 50 employés pour les entreprises productrices de services).	Entreprises de 100 à 499 employés.
Vietnam	Entreprises de 10 employés ou moins.	Entreprises de 11 à 50 employés pour les secteurs du commerce et des services ou de 11 à 100 employés pour tout autre secteur.	Entreprises de 51 à 100 employés pour les secteurs du commerce et des services ou de 101 à 200 employés pour tout autre secteur.
Indonésie	Revenu annuel inférieur à 300 millions d'IDR.	Revenu annuel compris entre 300 millions et 2,5 milliards d'IDR.	Revenu annuel supérieur à 2,5 milliards d'IDR.
Les Philippines	Entreprises de moins de 10 employés.	Entreprises de 10 à 99 employés.	Entreprises de 100 à 199 employés.
Pérou	Entreprises de 1 à 10 employés enregistrant des ventes annuelles d'un maximum de 150 UIT.	Entreprises de 1 à 100 employés enregistrant des ventes annuelles d'un maximum de 1700 UIT.	Entreprises enregistrant des ventes annuelles d'un maximum de 2300 UIT.

ANNEXE D : EXTRAIT DES RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUES

Recommandations en matière de politiques	Public	Source
Favoriser la transformation numérique		
Une infrastructure de TIC fiable et prête pour l'avenir peut constituer une base à l'innovation et à l'expansion du marché des MPME.	Gouvernement	Politique sur l'innovation favorisant la croissance des MPME : Pratiques exemplaires et implications pour le Vietnam et les autres économies en développement de l'APEC
Investir dans les infrastructures des technologies de l'information et des communications (TIC) pour aider les MPME à accéder aux ressources et aux outils en ligne, ainsi qu'à des employés potentiels en dehors de leurs réseaux personnels.	Gouvernement	Sondage 2018 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME en Indonésie : Renforcer les capacités des MPME grâce au capital humain
Améliorer les applications d'apprentissage en ligne (allant du jumelage de mentors aux plateformes sur l'accès aux marchés) pour les femmes qui aspirent à devenir entrepreneures et pour celles qui sont établies.	Milieu des affaires	Sondage 2018 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME aux Philippines : Renforcer les capacités des MPME grâce à l'accès aux marchés
Les associations commerciales peuvent fournir de l'information et du soutien aux PME et les aider à vendre leurs produits et services en ligne. Pour les PME nouvellement créées, ce soutien comprend la familiarisation avec des sites sur lesquels les détaillants peuvent vendre leurs produits. Pour les PME bien établies, cela comprend l'offre de formation axée sur le marketing en ligne et sur la tenue d'une plateforme de vente en ligne. Si l'exploitation d'un site Web est trop dispendieuse pour une PME, l'organisation commerciale peut regrouper des PME aux activités	Gouvernement, milieu des affaires	Les défis de l'accès au marché des PME aux Philippines et le rôle des associations de gens d'affaires

Recommandations en matière de politiques	Public	Source
<p>similaires et les aider à mettre au point une plateforme en ligne commune où chacune d'entre elles peut vendre ses produits. Les associations commerciales peuvent ne pas être les seules à lancer cette initiative; le gouvernement peut aussi y participer.</p>		
<p>Les décideurs politiques sont invités à mettre l'accent sur ce qui suit : accroître la pénétration des appareils mobiles et développer l'infrastructure s'y rapportant; soutenir les plateformes de commerce électronique existantes et nouvelles avec le déploiement des portefeuilles numériques; faire appel à des spécialistes et à des entreprises de services professionnels en matière de renforcement des capacités; inspirer la confiance en améliorant les mécanismes de résolution des différends et de mise en application.</p>	Gouvernement	Les micro et petites entreprises dans l'économie numérique de l'Indonésie
<p>Les institutions gouvernementales locales, régionales et nationales de l'Indonésie ont besoin d'accroître l'accès à des ressources éducatives en ligne sur les compétences numériques et en gestion des affaires.</p>	Gouvernement	Les micro et petites entreprises dans l'économie numérique de l'Indonésie
<p>Il existe d'autres manières de promouvoir l'expérience internationale, notamment des cours en ligne sur des plateformes telles que Peruvian Entrepreneur, qui mettraient en lumière les avantages du commerce extérieur.</p>	Gouvernement	Sondage 2020 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME au Pérou : Renforcer les capacités des MPME grâce à l'entrepreneuriat social
<p>Securing MSMEs' Access to Financing</p>		
<p>Les défis liés au financement des entreprises sociales sont plus aigus pour les entreprises en phase de démarrage qui ne sont plus des jeunes entreprises,</p>	Gouvernement, milieu des affaires	Financement pour l'entrepreneuriat social au Pérou

Recommandations en matière de politiques	Public	Source
<p>mais qui ne sont pas encore prêtes à s'endetter. Le financement bancaire a une aversion pour le risque. De plus, la rentabilité y représente un facteur important. À cet égard, on pourrait envisager des exonérations de l'impôt sur le revenu des sociétés ou d'autres incitations destinées aux entreprises sociales (un terme qui devrait également être défini juridiquement). Les arguments en faveur d'un traitement fiscal distinct sont convaincants dans les cas où les entreprises sociales comblent les lacunes en matière de prestation de services publics. En outre, des règles pourraient être établies pour atténuer les conséquences exacerbées sur les besoins en fonds de roulement du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée avant la réception du paiement des clients.</p>		
<p>Au Pérou, les entreprises sociales bénéficient du soutien du secteur public pendant leur phase d'amorçage et elles ont commencé à attirer les prêts d'impact internationaux pendant leur phase de croissance. Il existe cependant un « maillon manquant » de possibilités de financement pour les entreprises en phase de démarrage. Les réseaux d'investisseurs providentiels au Pérou ne sont pas axés sur les entreprises sociales pour répondre à ce besoin. Le secteur public pourrait envisager de nouveaux mécanismes de financement pour y répondre, notamment le financement direct des entreprises sociales et le financement indirect par l'investissement dans des fonds ou des gestionnaires de fonds au Pérou. Des structures d'investissement de financement mixte</p>	<p>Gouvernement, milieu des affaires</p>	<p>Financement pour l'entrepreneuriat social au Pérou</p>

Recommandations en matière de politiques

Public

Source

qui incluent le capital de première perte ou la rémunération au rendement pourraient être intégrées aux nouveaux instruments.

Accès aux services de soutien des MPME

Améliorer l'accessibilité du public et la sensibilisation aux services de soutien gouvernementaux existants (comme les centres Go Negosyo) afin d'atteindre les entrepreneurs qui tentent de développer leur MPME.

Gouvernement

Sondage 2018 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME aux Philippines : Renforcer les capacités des MPME grâce à l'accès aux marchés



ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA